



Aktivitäten und Erfolge 2018
Activités et succès 2018

Konzept und Gestaltung/concept et graphique:

www.muellerluetolf.ch

Fotos/photos:

Travail.Suisse, Fabian Lütolf (S./p. 6, 10-13), canal9.ch
(S./p. 9), Keystone (S./p. 33), Peter Käser (S./p. 44).

Sommaire

Avant-propos du président	6
Organisation et activité	8
Economie et marché du travail	12
Politique de l'égalité	16
Politique sociale	18
Politique de migration	22
Politique de formation	24
Politique environnementale et énergétique	26
Politique extérieure	28
Politique financière et fiscale et service public	30
Activité parlementaire	32
Votations fédérales	34
Information et relations publiques	36
Jeunesse.Suisse	38
Institut de formation pour les travailleurs et travailleuses ARC	40
Œuvre d'entraide Brücke • Le pont	42
Représentations de Travail.Suisse	46
Effectif des membres des organisations affiliées	48
Adresses	50

Inhalt

Vorwort des Präsidenten	7
Organisation und Tätigkeit	9
Wirtschaft und Arbeitsmarkt	13
Gleichstellungspolitik	17
Sozialpolitik	19
Migrationspolitik	23
Bildungspolitik	25
Energie- und Umweltpolitik	27
Aussenpolitik	29
Finanz- und Steuerpolitik und Service public	31
Parlamentsarbeit	33
Eidgenössische Abstimmungen	35
Informations- und Öffentlichkeitsarbeit	37
Jeunesse.Suisse	39
Bildungsinstitut für Arbeitnehmende ARC	41
Hilfswerk Brücke • Le pont	43
Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen	47
Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen	49
Adressen	51

A propos de nous

**Travail.Suisse est une organisation
faitière indépendante qui regroupe
environ 150 000 travailleurs et
travailleuses en Suisse**

Travail.Suisse défend les intérêts de ses membres sur le plan de l'économie et de la politique. Dans ce contexte, son objectif premier est des conditions

cadres garantissant aux travailleurs et travailleuses de bonnes conditions de travail, une solide formation initiale et continue et une couverture sociale fiable.

Travail.Suisse focalise ses activités surtout sur le marché du travail, la politique sociale et les assurances sociales, la formation initiale et continue, la conciliation du travail et de la famille, la politique financière et fiscale, la politique énergétique et environnementale ainsi que la politique migratoire.

Travail.Suisse agit en toute autonomie et est neutre sur le plan politique. Travail.Suisse entretient d'étroites relations avec le gouvernement et les autorités, le Parlement et les partis ainsi qu'avec d'autres associations économiques.

Travail.Suisse souscrit au partenariat social. Un partenariat cohérent entre les travailleurs et travailleuses et les employeurs est une condition essentielle à la stabilité de notre pays. Le dialogue au lieu de la confrontation, telle est la devise de Travail.Suisse.

Travail.Suisse se penche en temps utile sur les thèmes importants pour les travailleurs et travailleuses et son apport suit toutes les étapes du processus politique. Dans cette démarche, l'organisation s'appuie sur un échange de vues avec ses fédérations affiliées.

Travail.Suisse siège dans des groupes d'experts et des commissions extra-parlementaires et se prononce, dans le cadre de procédures de consultation, sur toutes les modifications de loi qui concernent les travailleurs et travailleuses. Travail.Suisse étaye cette activité par un travail de relations publiques soutenu.

Travail.Suisse a la capacité de lancer des initiatives et des référendums. L'organisation dispose ainsi d'instruments d'interventions qui ne peuvent être ignorés.

Les organisations suivantes sont affiliées à Travail.Suisse: Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Fédération des Associations de Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH, Fédération suisse des représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE, Employés Droguistes Suisse, Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es de Suisse VUCAS.

In eigener Sache

Travail.Suisse vertritt die Interessen der Mitglieder in Politik und Wirtschaft. Oberstes Ziel ist die Schaffung der Voraussetzungen, welche den Arbeitnehmenden gute Arbeitsbedingungen, eine solide Aus- und Weiterbildung und eine verlässliche soziale Absicherung gewährleisten.

Travail.Suisse ist vor allem aktiv zu den Themen Arbeitsmarkt, Sozialpolitik und Sozialversicherungen, Aus- und Weiterbildung, Vereinbarkeit von Beruf und Familie, Finanz- und Steuerpolitik, Energie- und Umweltpolitik sowie Migrationspolitik.

Travail.Suisse handelt unabhängig und ist keiner Partei verpflichtet. Travail.Suisse pflegt enge Beziehungen zu Regierung und Behörden, Parlament und Parteien sowie Wirtschaftsverbänden.

Travail.Suisse bekennt sich zur Sozialpartnerschaft. Eine gut funktionierende Partnerschaft zwischen Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden ist eine zentrale Voraussetzung für die Stabilität unseres Landes. Dialog statt Konfrontation lautet die Devise von Travail.Suisse.

Travail.Suisse greift arbeitnehmerrelevante Themen frühzeitig auf und gestaltet sie über alle Etappen des politischen Prozesses mit. Die Organisation stützt sich dabei auf den intensiven Meinungsaustausch mit ihren Mitgliedsverbänden.

Travail.Suisse hat Einsitz in Expertengruppen und ausserparlamentarischen Kommissionen und nimmt im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zu allen arbeitnehmerrelevanten Gesetzesänderungen Stellung. Travail.Suisse verstärkt diese Arbeit durch konsequente Öffentlichkeitsarbeit.

Travail.Suisse ist initiativ- und referendumsfähig. Damit verfügt die Organisation über Handlungsinstrumente, die nicht ignoriert werden können.

Travail.Suisse hat folgende Organisationen als Mitglieder: Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Verband der Fachhochschuldozierenden Schweiz FH-CH, Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE, Angestellte Drogisten Suisse, Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS.

Travail.Suisse ist der unabhängige Dachverband von rund 150000 Arbeitnehmenden in der Schweiz

Avant-propos du président



Travail.Suisse s'engage politiquement sur mandat de ses fédérations membres de manière conséquente pour les intérêts des travailleurs et travailleuses. Ce mandat a représenté à nouveau un grand défi pour l'année écoulée. Avec le Comité et l'équipe compétente du secrétariat, Travail.Suisse a traité de thèmes très divers en relation avec le monde du travail. Pour le sociologue allemand bien connu Max Weber la politique s'apparente à « Percer lentement et profondément des planches très

dures avec opiniâtreté mais aussi perspicacité ».

Dans ce sens, Travail.Suisse a aussi cette année « percé dans plusieurs planches » comme en atteste ce rapport annuel.

Accord institutionnel avec protection des salaires

Les négociations entre l'Union européenne et la Suisse pour un accord institutionnel, ce fut le thème dominant dès le milieu de l'année aussi pour Travail.Suisse. Les conseillers fédéraux radicaux ont utilisé à mauvais escient la pression de l'UE sur des éléments des mesures d'accompagnement pour démanteler la protection des salaires. Travail.Suisse a toujours souligné l'importance des accords bilatéraux pour la Suisse et soutenu la libre circulation des personnes avec une protection efficace des salaires. Au début de l'année déjà, l'UDC a attaqué en conférence de presse avec véhémence les mesures d'accompagnement avec l'initiative pour résilier la libre circulation. La résiliation de la libre circulation signifierait la résiliation de tous les accords bilatéraux et la suppression des mesures d'accompagnement. Il faut vraiment empêcher que cela se produise. Mais Travail.Suisse

rejette aussi un accord institutionnel qui voit la Suisse faire des concessions à l'UE pour la protection nationale des salaires et des conditions de travail.

Mener à bon port le projet AVS et fiscalité et la réforme de la LPP

Le Parlement a adopté en 2018 la réforme de la fiscalité et du financement de l'AVS sur laquelle le peuple se prononcera le 19 mai 2019. Ce projet représente un compromis et permet à la Suisse d'aller de l'avant dans deux domaines centraux après le non à la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) et à la Prévoyance vieillesse 2020. Le projet sur la réforme fiscale a pu être amélioré et combiné avec une compensation sociale – un financement supplémentaire en faveur de l'AVS. Les deux milliards de francs en plus pour l'AVS sont urgents pour éviter un déséquilibre financier trop fort pour les prochaines années. Cela ne rend pas superflue une nouvelle révision de l'AVS, un projet ayant été déjà envoyé en consultation par le Conseil fédéral. Les partenaires sociaux ont reçu le mandat du Conseil fédéral d'entamer des discussions pour une réforme de la LPP. Travail.Suisse participe de manière constructive dans le groupe de travail. On retient déjà son souffle pour savoir si les partenaires sociaux au niveau national arriveront à s'entendre pour une solution nationale.

Le congé paternité arrive

Grâce à Travail.Suisse, on va aussi de l'avant avec le congé paternité. Pendant que le Conseil fédéral recommandait de rejeter notre initiative sans contre-projet au début du mois de juin, un contre-projet a vu le jour au Parlement pour un congé paternité de 10 jours. Sans vouloir devancer le processus parlementaire, il est prévisible que les deux chambres du Parlement votent pour le congé

paternité encore pendant cette législature. Le Conseil national peut ainsi corriger sa décision d'avril 2016 ou, suite une majorité PRD/UDC, il rejette de justesse le congé paternité. Même si la durée de 10 jours ne nous suffit pas, nous faisons un pas supplémentaire pour un congé paternité maintenant !

Le Président de Travail.Suisse au Conseil national

Avec mon entrée au Conseil national le 29 mai 2018, Travail.Suisse est désormais représenté directement au Parlement. Travail.Suisse est ainsi au plus près du pouls de la politique fédérale, ce qui est très utile pour notre travail. Pour les trois thèmes mentionnés ci-dessus, c'était déjà bien perceptible. Les deux fonctions sont symbiotiques. Le renforcement de mon engagement au Parlement a nécessité un plus fort soutien des collègues du secrétariat. Je les remercie pour leur collaboration et leur appui.

Je remercie aussi nos fédérations membres, les membres du Comité et toutes les organisations amies pour l'engagement commun. Nous voulons affronter les défis en cours aussi dans les années à venir et y travailler de façon à ce que Travail.Suisse repose sur des bases solides tant sur le plan stratégique que financier. Nous continuerons notre travail de longue haleine pour les travailleurs et travailleuses.

Adrian Wüthrich, président et conseiller national

Vorwort des Präsidenten

Travail.Suisse setzt sich in der Politik im Auftrag der Mitgliedsverbände konsequent für die Interessen der Arbeitnehmenden ein. Im vergangenen Jahr war dieser Auftrag erneut eine grosse Herausforderung. Zusammen mit dem Vorstand und dem kompetenten Team auf der Geschäftsstelle bearbeitete Travail.Suisse verschiedenste Themenbereiche mit Bezug zur Arbeitswelt. Der bekannte deutsche Soziologe Max Weber meinte, Politik bedeute «ein starkes langsames Bohren von harten Brettern mit Leidenschaft und Augenmass zugleich». In diesem Sinne hat Travail.Suisse auch in diesem Jahr in mehreren Brettern gebohrt, wie der vorliegende Jahresbericht aufzeigt.

Institutionelles Rahmenabkommen nur mit Lohnschutz

Die Verhandlungen zwischen der Europäischen Union und der Schweiz für ein institutionelles Rahmenabkommen waren ab Mitte Jahr das dominierende Thema – und Travail.Suisse mittendrin. Die freisinnigen Bundesräte wollten den Druck der EU auf Elemente der flankierenden Massnahmen für einen Abbau beim Lohnschutz missbrauchen. Und bereits Anfang Jahr hatte die SVP mit der Kündigungsinitiative an einer Medienkonferenz die Personenfreizügigkeit und die flankierenden Massnahmen massiv angegriffen. Travail.Suisse hat die Bedeutung der Bilateralen Verträge für die Schweiz immer unterstrichen und die Personenfreizügigkeit mit einem wirksamen Lohnschutz unterstützt. Die Kündigung der Personenfreizügigkeit wäre gleichbedeutend mit der Kündigung aller Bilateralen Verträge und dem Wegfall der flankierenden Massnahmen. Das gilt es klar zu verhindern. Travail.Suisse lehnt aber auch ein Rahmenabkommen ab, mit dem die Schweiz der EU Zugeständnisse beim eigenständigen Schutz der Löhne und Arbeitsbedingungen macht.

Aufräumen mit der AHV-Steuervorlage und der BVG-Reform

2018 verabschiedete das Parlament die AHV-Steuervorlage, über die das Stimmvolk am 19. Mai 2019 abstimmen wird. Diese Vorlage stellt einen Kompromiss dar und ermöglicht der Schweiz, nach dem Nein zur Unternehmenssteuervorlage III und dem Nein zur Altersvorsorge 2020 in zwei zentralen Bereichen einen Schritt weiterzukommen. Die Vorlage zur Steuerreform konnte verbessert werden und mit einem sozialen Ausgleich – einer zusätzlichen Finanzierung zu Gunsten der AHV – kombiniert werden. Die Zusatzfinanzierung der AHV mit über zwei Milliarden Franken pro Jahr ist dringend nötig, um das finanzielle Gleichgewicht weitere Jahre zu halten. Die Vorlage macht eine weitere AHV-Revision indes nicht überflüssig, sie wurde mit AHV21 vom Bundesrat bereits in Vernehmlassung geschickt. Die Sozialpartner ihrerseits haben im Auftrag des Bundesrates Gespräche für eine BVG-Reform aufgenommen. Travail.Suisse arbeitet in der Arbeitsgruppe konstruktiv mit. Es wird spannend, ob sich die nationalen Sozialpartner auf eine gemeinsame Lösung werden verständigen können.

Der Vaterschaftsurlaub kommt

Vorwärts ging es dank Travail.Suisse auch beim Vaterschaftsurlaub. Während der Bundesrat unsere Initiative Anfang Juni ohne Gegenvorschlag zur Ablehnung empfahl, ist im Parlament ein Gegenvorschlag für einen Vaterschaftsurlaub von 10 Tagen lanciert worden. Ohne dem parlamentarischen Prozess vorzugreifen, ist absehbar, dass noch in der laufenden Legislatur beide Parlamentskammern für den Vaterschaftsurlaub stimmen werden. Damit kann der Nationalrat seine Entscheidung vom April 2016 korrigieren, als die FDP-/SVP-Mehrheit den Vater-



Seite Mai 2019 politisiert Travail.Suisse-Präsident Adrian Wüthrich im Nationalrat.

Depuis mai 2019, Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse, est membre du Conseil national.

schaftsurlaub knapp absolvierte. Auch wenn uns die Dauer von 10 Tagen nicht genügt, sind wir auf alle Fälle einen Schritt weiter – Vaterschaftsurlaub jetzt!

Travail.Suisse-Präsident im Nationalrat

Mit meinem Nachrücken in den Nationalrat am 29. Mai 2018 kann ich Travail.Suisse jetzt direkt im Parlament vertreten. Travail.Suisse ist damit noch näher am Puls der Eidgenössischen Politik, was für unsere Arbeit sehr nützlich ist. Bei den oben genannten drei Themen war dies bereits direkt spürbar. Die beiden Funktionen befruchten sich gegenseitig. Wegen des verstärkten Engagements im Parlament war ich umso stärker auf die Unterstützung der Kolleginnen und Kollegen von der Geschäftsstelle angewiesen. Ich danke ihnen für die Zusammenarbeit und ihre Unterstützung.

Ich bedanke mich ebenfalls bei unseren Mitgliedsverbänden, den Vorstandsmitgliedern und allen befreundeten Organisationen für den gemeinsamen Einsatz. Den Herausforderungen wollen wir uns auch im kommenden Jahr stellen und daran arbeiten, dass Travail.Suisse strategisch wie finanziell auf einer soliden Basis steht. Für die Arbeitnehmenden in diesem Land bohren wir weiter!

Adrian Wüthrich, Präsident und Nationalrat

Nouvelle vice-présidente pour Travail.Suisse

L'Assemblée des délégué-e-s apprécie à sa juste valeur les mérites de la Suva

Le centenaire de la Suva a figuré au cœur de l'Assemblée des délégué-e-s de Travail.Suisse qui se déroula le 27 avril 2018 à

Berne. Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse, a eu l'honneur de saluer Gabriele Gendotti, président du

Conseil d'administration de la Suva. Gabriel Gendotti rappela dans son exposé que l'assurance-accidents la Suva est née dans un contexte socio-politique explosif – Guerre mondiale et juste avant la grève nationale – avec le support des travailleurs, des employeurs et de la Confédération. Aujourd'hui encore, les partenaires sociaux élaborent ensemble des solutions pour améliorer la sécurité au travail et déterminent ensemble avec la Confédération la destinée de la Suva.

Arno Kerst, président de Syna et membre du Conseil d'administration de la Suva, fit l'éloge des grands mérites de la Suva. Suite à sa création, les accidents ont cessé de représenter un danger menaçant l'existence même des travailleurs et de leurs familles ainsi que celle des entreprises. Ce grand succès ne doit cependant pas monter à la tête de la Suva et la rendre inaccessible. Il est important qu'elle garde une oreille attentive aux demandes des travailleurs et travailleuses et qu'elle ne s'obstine pas à remplir de manière rigide des formulaires.

Les délégué-e-s ont élu Carole Furrer comme vice-présidente de Travail.Suisse. Elle remplace à ce poste Robert Métrailler qui, comme les statuts le prévoient, doit quitter cette fonction après deux ans.

Les délégué-e-s ont aussi adopté deux résolutions. Ils ont ainsi décidé de soutenir le référendum lancé contre la base légale pour la surveillance à leur insu des assurés. Ils ont surtout critiqué le fait que la surveillance pourra se faire sans l'approbation préalable d'un juge. Les assurances reçoivent ainsi les pleins pouvoirs pour surveiller à leur guise des assurés. Dans une 2^{ème} résolution, les délégué-e-s ont clairement indiqué que les mesures d'accompagnement ne doivent en aucun cas entrer dans le

champ d'application des négociations sur un accord institutionnel entre la Suisse et l'UE ou être affaiblies dans le cadre de ces négociations.

Beaucoup de travail au Comité

Le Comité s'est saisi pendant l'année passée sous revue des objets débattus au niveau

national et concernant les travailleurs et travailleuses. La révision de la loi sur le travail aiguillonnée par deux initiatives parlementaires a fait en particulier couler beaucoup d'encre. La discussion va se poursuivre en 2019 car un référendum pointe déjà à l'horizon. La réforme de la prévoyance vieillesse 2020 remise sur les rails par le Conseil fédéral a aussi été régulièrement thématiquée au Comité. L'accord institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne a formé un autre point fort et, dans ce cadre, il a été dit et redit qu'il ne faut pas toucher aux mesures d'accompagnement. Bien entendu, à chaque séance du Comité, on a fait le point sur l'évolution de la discussion au Parlement sur le congé paternité et on a déjà discuté de la campagne à venir sur l'initiative. Le Comité a aussi donné ses recommandations de vote sur les objets des votations fédérales soumis au peuple.

Les membres suivants ont pris part au Comité de Travail.Suisse en 2018 : le conseiller national Adrian Wüthrich (président) ; le conseiller national Jacques-André Maire (vice-président) ; Robert Métrailler (vice-président, transfair, jusqu'à la fin avril 2018) ; Carole Furrer (vice-présidente, SCIV, à partir de début mai 2018) ; Diego Frieden, Arno Kerst, Carlo Mathieu, Joël Mugny, Selina Tribbia (tous Syna) ; Renato Ricciardi et Xavier Daniel (les deux OCST) ;



Die Delegierten verabschiedeten zwei Resolutionen: eine zum Thema Versicherungsdetektive und eine zu den flankierenden Massnahmen.

Les délégué-e-s adoptaient deux résolutions : une sur la surveillance des assurés, l'autre sur les mesures d'accompagnement.

Neue Vizepräsidentin für Travail.Suisse

Delegiertenversammlung würdigt die Verdienste der Suva

Im Mittelpunkt der Delegiertenversammlung von Travail.Suisse, die am 27. April 2018 in Bern stattfand, stand das 100-Jahr-Jubiläum der Suva. Adrian Wüthrich, Präsident von Travail.Suisse, freute sich, Gabriele Gendotti, Suva-Ratspräsident, begrüßen zu dürfen. Gabriele Gendotti erinnerte in seinem Referat vor den Delegierten daran, dass die Unfallversicherung Suva mitten in einem explosiven sozial-politischen Umfeld – es herrschte Weltkrieg und die Schweiz stand kurz vor dem Landesstreik – geschaffen wurde, und zwar gemeinsam von Arbeitnehmenden, Arbeitgebenden und Bund. Noch heute erarbeiten die Sozialpartner zusammen Lösungen im Hinblick auf die Verbesserung der Arbeitssicherheit und bestimmen gemeinsam mit dem Bund über die Geschicke der Suva.

Arno Kerst, Präsident der Syna und Mitglied des Suva-Ratssausschusses würdigte seinerseits die grossen Verdienste der Suva. Mit der Schaffung der Suva wurde erreicht, dass Unfälle für die Arbeitnehmenden und ihre Familien, aber auch für die Betriebe nicht mehr existenzbedrohend sind. Der grosse Erfolg dürfe die Suva aber nicht zu selbstbewusst und unnahbar machen. Es sei wichtig, dass sie das Gehör für die Anliegen der Arbeitnehmenden nicht verliere und nicht nur auf dem sturen Ausfüllen von Formulare beharre.

Die Delegierten wählten Carole Furrer zur neuen Vizepräsidentin von Travail.Suisse. Sie ersetzt in dieser Funktion Robert Métrailler, der – wie in den Statuten vorgesehen – nach zwei Jahren sein Amt niederlegte.

Im Mittelpunkt der Delegiertenversammlung von Travail.Suisse, die am 27. April 2018

Die Delegierten verabschiedeten zudem zwei Resolutionen. So beschlossen sie, das Referendum gegen die gesetzliche Grundlage für die verdeckte Überwachung von Versicherten zu unterstützen. Sie kritisierten dabei vor allem die Tatsache, dass eine Überwachung ohne vorgängige richterliche Genehmigung eingeleitet werden darf. Damit erhalten die Versicherungen weitgehend freie Hand, wenn sie Versicherte observieren lassen wollen. Mit einer zweiten Resolution unterstrichen die Delegierten, dass die flankierenden Massnahmen auf keinen Fall in den Geltungsbereich der Verhandlungen zum institutionellen Rahmenabkommen zwischen der Schweiz und der EU fallen oder im Rahmen der entsprechenden Verhandlungen geschwächt werden dürfen.

Viel Arbeit im Vorstand

Der Vorstand befasste sich im Berichtsjahr mit den Geschäften, die auf eidgenössischer Ebene zur Debatte standen und die Arbeitnehmenden betrafen. Viel Gesprächsstoff lieferte unter anderem die durch zwei parlamentarische Initiativen angestossene Revision des Arbeitsgesetzes. Diese Diskussionen werden 2019 weitergehen, ein Referendum ist absehbar. Auch die vom Bundesrat neu aufgegleiste Reform der Altersvorsorge 2020 war immer wieder Thema im Vorstand von Travail.Suisse. Ein weiterer Schwerpunkt bildete das institutionelle Rahmenabkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union. In diesem Zusammenhang galt es vor allem immer wieder zu betonen, dass die flankierenden Massnahmen nicht zur Disposition stehen. Selbstverständlich liess sich der Vorstand auch in jeder Sitzung über

Der Vorstand befasste sich im Berichtsjahr mit



Carole Furrer ist neu Vizepräsidentin von Travail.Suisse.

Carole Furrer est la nouvelle vice-présidente de Travail.Suisse.

die Entwicklung der Diskussionen im Parlament zum Vaterschaftsurlaub informieren und befasste sich bereits mit der bevorstehenden Kampagne zur Initiative. Der Vorstand fasste zudem die Parolen zu den Vorlagen, die auf eidgenössischer Ebene zur Abstimmung kamen.

Seine Klausursitzung vom Februar in Jongny s/ Vevey widmete der Vorstand der Digitalisierung. Er liess sich von einer Expertin und einem Experten über die Auswirkungen der Digitalisierung auf die Arbeit und die Gesellschaft, aber auch auf die Sozialpartnerschaft informieren.

Eric Dubuis (jusqu'à fin mai 2017), Esther Lüscher, Urs Masshardt (tous Hotel & Gastro Union); Tanja Brülisauer, Matthias Humbel (à partir d'août 2018, les deux transfair); Bernard Tissières (SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB); Gaston Wolf (fh-ch); Andreas Camelin (jusqu'à fin mars 2018), Adrian Reusser (à partir de début avril 2018, les deux FPE); Paul Rutz (fédérations régionales); Roman Helfer (Hotel & Gastro Union et Jeunesse.Suisse); Michel Pillonel (commission des retraité-e-s). Franziska Theiler, directrice de Brücke • Le pont, a aussi participé aux réunions du Comité, mais sans droit de vote. En 2018 il y a eu 9 séances du Comité.

Bureau exécutif dans une composition qui a fait ses preuves

Le Bureau exécutif n'a pas connu de changement en 2018 et voici sa

composition : Adrian Wüthrich (président et directeur), Hélène Agbémégnah (responsable du dossier politique de migration et questions juridiques), Valérie Borioli Sandoz (responsable du dossier politique de l'égalité), Gabriel Fischer (responsable du dossier politique économique), Matthias Kuert Killer (responsable du dossier politique sociale), Linda Rosenkranz (responsable de la communication), Therese Schmid (responsable de l'administration) Erich Tschirky (responsable des finances), Denis Torche (responsable des dossiers énergie et environnement, politique financière et fiscale, politique extérieure) et Bruno Weber-Gobet (responsable du dossier politique de formation). Matthias Kuert a résilié à fin 2018 et quittera Travail.Suisse à fin mars 2019, pour relever un nouveau défi professionnel. Au printemps 2019, une nouvelle personne reprendra le dossier de politique sociale. Vous trouverez des informations sur les ac-

tivités que Travail.Suisse a réalisées sous la direction des responsables de dossiers susmentionnés dans les pages suivantes de ce rapport.

Maja Tanner et Chantal Gagnebin soutiennent le Bureau exécutif sur le plan administratif.

Marie-Therese Weber-Gobet a été responsable au niveau de Travail.Suisse du projet « Promouvoir l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail par le biais des conventions collectives de travail ».

Lino Bruggmann a travaillé en 2018 dans le cadre d'un stage à Travail.Suisse. Il a été chargé de compiler les nouveaux chiffres concernant les salaires des managers des grandes entreprises cotées à la bourse suisse et de recenser les réglementations en matière de congé paternité dans les conventions collectives de travail.



Adrian Wüthrich, président

Adrian Wüthrich, Präsident



Gabriel Fischer, responsable politique économique

Gabriel Fischer, Leiter Wirtschaftspolitik



Matthias Kuert Killer, responsable politique sociale

Matthias Kuert Killer, Leiter Sozialpolitik

Folgende Mitglieder wirkten 2018 im Vorstand von Travail.Suisse mit: Nationalrat Adrian Wüthrich (Präsident), Nationalrat Jacques-André Maire (Vizepräsident), Robert Métrailler (Vizepräsident, transfair, bis Ende April 2018), Carole Furrer (Vizepräsidentin, SCIV, ab Anfang Mai 2018), Diego Frieden, Arno Kerst, Carlo Mathieu, Joël Mugny, Selina Tribbia (alle Syna), Xavier Daniel, Renato Ricciardi (beide OCST); Esther Lüscher, Urs Masshardt (beide Hotel & Gastro Union); Tanja Brülisauer, Matthias Humbel (ab August 2018, beide transfair); Bernard Tissières (SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB); Gaston Wolf (FH-CH); Andreas Camelin (bis Ende März 2018), Adrian Reusser (ab Anfang April 2018, beide VPE), Paul Rutz (regionale Vereinigungen); Roman Helfer (Hotel & Gastro Union und Jeunesse.Suisse); Michel Pillonel (Rentnerkommission). An die Zusammenkünfte des Vorstands wurde jeweils auch Franziska Theiler, Geschäftsleiterin des Hilfswerks Brücke • Le pont, eingeladen (ohne Stimmrecht). 2018 fanden 9 Vorstandssitzungen statt.

**Geschäftsleitung
in bewährter
Zusammensetzung**

Die Geschäftsleitung erfuhr 2018 keine Änderung und setzte sich wie folgt zusammen: Adrian Wüthrich (Präsident und Geschäftsleiter), Héléne Agbémégnah (Leiterin Migrationspolitik und Rechtsfragen), Valérie Borioli Sandoz (Leiterin Gleichstellungspolitik), Gabriel Fischer (Leiter Wirtschaftspolitik), Matthias Kuert Killer (Leiter Sozialpolitik), Linda Rosenkranz (Leiterin Kommunikation), Therese Schmid (Leiterin Administration), Erich Tschirky (Finanzverantwortlicher), Denis Torche (Leiter Energie- und Umweltpolitik, Steuer- und Finanzpolitik, Aussenpolitik) und Bruno Weber-Gobet (Leiter Bildungspolitik). Matthias Kuert Killer kündigte Ende 2018 an, dass er Travail.Suisse Ende März 2019 verlassen wird, um eine neue Herausforderung anzunehmen. Im Frühling wird eine neue Person die Leitung des Dossiers Sozialpolitik übernehmen. Informationen zu den Aktivitäten, welche Travail.Suisse

unter der Leitung der einzelnen Dossierverantwortlichen entwickelt hat, finden Sie auf den folgenden Seiten dieses Berichts.

Maja Tanner und Chantal Gagnebin unterstützen die Geschäftsleitung in administrativer Hinsicht.

Marie-Thérèse Weber-Gobet war bis Ende 2018 für das Projekt «Über Gesamtarbeitsverträge die Integration von Menschen mit Behinderungen in den Arbeitsmarkt fördern» bei Travail.Suisse tätig.

Lino Bruggmann arbeitete 2018 im Rahmen eines Praktikums bei Travail.Suisse die neusten Zahlen in Bezug auf die Löhne der Manager der grössten börsenkotierten Unternehmen auf und untersuchte zudem die Gesamtarbeitsverträge bezüglich der Regelungen in Sachen Vaterschaftsurlaub.



*Valérie Borioli Sandoz,
Leiterin Gleichstellungspolitik*

*Valérie Borioli Sandoz,
responsable politique d'égalité*



*Bruno Weber-Gobet,
Leiter Bildungspolitik*

*Bruno Weber-Gobet,
responsable politique
de formation*



*Therese Schmid,
Leiterin Administration*

*Therese Schmid,
responsable administration*



*Linda Rosenkranz,
responsable de la
communication*

*Linda Rosenkranz,
Leiterin Kommunikation*



*Denis Torche,
responsable politique
extérieure, politique financière
et fiscale et politique environ-
nementale*

*Denis Torche, Leiter Umwelt-,
Steuer- und Aussenpolitik*



*Héléne Agbémégnah,
responsable politique de mig-
ration et questions juridiques*

*Héléne Agbémégnah,
Leiterin Migrationspolitik und
Rechtsfragen*

Economie et marché du travail

La reprise ne profite de loin pas à tous

Excellente année pour l'économie suisse

L'économie suisse laisse derrière elle un grand cru 2018 et le PIB devrait avoir progressé de plus de 2.5 pour cent. Il est

réjouissant que la reprise se soit enfin manifestée aussi sur le marché du travail. Ainsi, le nombre de chômeurs enregistrés en 2018 a diminué de 25 000 avec une moyenne annuelle de 118 103. Mais cela ne saurait occulter la discrimination des plus de 50 ans sur le marché du travail ; la diminution du taux de chômage de ce groupe d'âge n'a été que de la moitié des autres catégories d'âge. L'introduction de l'obligation d'annoncer les postes vacants l'an dernier devrait pouvoir améliorer la situation. Il sera déterminant d'évaluer les effets de cette information préalable et du renforcement des offices publics de placement sur les chômeurs âgés.

La discussion sur un accord institutionnel avec l'Union européenne (UE) a aussi laissé sa marque sur

2018. Bien que le Conseil fédéral ait fixé dans son mandat de négociation pour un accord institutionnel une ligne rouge pour les mesures d'accompagnement, il a présenté un résultat de négociation les affaiblissant et remettant en question la poursuite de leur propre développement. Pour Travail.Suisse, il s'agit là d'une promesse politique qui n'a pas été tenue. Travail.Suisse ne peut pas soutenir un accord institutionnel qui affaiblit la protection des salaires et des conditions de travail en Suisse.

L'évolution des salaires reste en retrait des attentes

Comme d'habitude, Travail.Suisse et ses fédérations affiliées ont présenté des revendications salariales différenciées lors des négociations d'automne. La phase de boom économique doit aussi payer maintenant pour les travailleurs et travailleuses. Après les modestes augmentations

salariales des dernières années, des augmentations salariales d'au moins 2 pour cent paraissent appropriées. Ces attentes n'ont pas été remplies, les augmentations salariales allant de 0.5 à 1.5 pourcent. Les résultats salariaux 2018 sont donc insuffisants. Le renchérissement confirme cette estimation : étant d'environ 1 pour cent en 2018, il conduit à ce que, avec la poursuite inchangée de l'augmentation des primes des caisses-maladie, les travailleurs et travailleuses n'ont pas davantage d'argent dans le portemonnaie pour l'année en cours malgré des augmentations salariales. Une politique de répartition des mesures salariales erronée dans les entreprises accroît le danger de perte de pouvoir d'achat pour les travailleurs et travailleuses. En dépit du renchérissement en hausse, la plus grande partie des mesures salariales a été octroyée pour des augmentations individuelles de salaire au lieu d'augmentations générales.

*Erich Tschirky,
responsable des finances*



*Erich Tschirky,
Finanzverantwortlicher*

*Chantal Gagnebin,
Administration*



*Maja Tanner,
Administration*



Wirtschaft und Arbeitsmarkt

Nicht alle profitieren vom Aufschwung

Erfolgreiches Jahr für die Schweizer Wirtschaft

Die Schweizer Wirtschaft hat ein erfolgreiches Jahr hinter sich und das BIP dürfte um 2.5 Prozent und mehr gewachsen sein. Erfreulich ist insbesondere, dass der Aufschwung endlich auch auf dem Arbeitsmarkt angekommen ist. So hat sich die Zahl der in der Schweiz als arbeitslos gemeldeten Personen 2018 um insgesamt rund 25 000 Personen verringert und lag im Jahresdurchschnitt bei 118 103. Dies kann aber nicht über die Diskriminierung der über 50-jährigen auf dem Arbeitsmarkt hinwegtäuschen; die Abnahme der Arbeitslosenquote dieser Altersgruppe war nur halb so ausgeprägt wie diejenige aller anderen Alterskategorien. Eine Verbesserung der Situation wird möglicherweise die letztes Jahr eingeführte Stellenmeldepflicht bringen. Eine genaue Evaluation der Effekte des Informationsvorsprungs und der Stärkung der öffentlichen Arbeitsvermittlung auf ältere Arbeitslose wird zentral sein.

2018 stand ausserdem ganz im Zeichen der Diskussion über ein institutionelles Rahmenabkommen mit der Europäischen Union. Obwohl die flankierenden Massnahmen im Verhandlungsmandat zu einem institutionellen Rahmenabkommen explizit als rote Linie fixiert sind, präsentierte der Bundesrat ein Verhandlungsergebnis, welche eine Schwächung der bestehenden flankierenden Massnahmen vorsieht und ihre eigenständige Weiterentwicklung in Frage stellt. Für Travail.Suisse wurde damit ein politisches Versprechen gebrochen. Ein institutionelles Rahmenabkommen, welches den Schutz der Löhne und Arbeitsbedingungen in der Schweiz schwächt, kann Travail.Suisse nicht mittragen.

Löhne bleiben hinter den Erwartungen zurück

Wie gewohnt stiegen Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände mit differenzierten Lohnforderungen in den

Lohnherbst. Die wirtschaftliche Boom-Phase sollte sich auch für die Arbeitnehmenden auszahlen. Nach den bescheidenen Lohnerhöhungen der letzten Jahre schienen Lohnerhöhungen von mindestens 2 Prozent angemessen. Mit Lohnabschlüssen zwischen 0.5 und 1.5 Prozent konnten die Erwartungen indes nicht erfüllt werden. Auch die Lohnrunde 2018 muss als ungenügend bewertet werden. Der Blick auf die Teuerung bestätigt diese Einschätzung. Die Teuerung betrug 2018 beinahe 1 Prozent und führt zusammen mit den unverändert steigenden Krankenkassenprämien dazu, dass den Arbeitnehmenden für das laufende Jahr trotz Lohnerhöhungen nicht mehr Geld zur Verfügung steht. Auch eine verfehlte Verteilungspolitik der Lohnmassnahmen in den Unternehmen erhöht die Gefahr von Kaufkraftverlusten bei den Arbeitnehmenden. Trotz anziehender Teuerung wurde der Grossteil der Lohnmassnahmen für individuelle Lohnerhöhungen statt für generelle Massnahmen gewährt.

Les managers gagnent toujours trop

Pour la dixième année consécutive, Travail.Suisse a examiné les rémunérations des «topmanagers» dans 27 entreprises de Suisse. Même si 2017 n'a pas été une grande année pour les managers, l'écart salarial a continué sa progression. Alors que les rémunérations ont augmenté pour eux de bien 16 pour cent depuis 2011, les travailleurs et travailleuses ont dû se contenter dans le même laps de temps de 3.8 pour cent de salaire en plus. L'écart salarial moyen a ainsi passé de 1:45 à 1:49. On ne remarque donc pas véritablement d'effet de l'initiative sur les rémunérations abusives acceptée par le peuple et ses mécanismes prévus de limitation se laissent facilement contourner. Le Parlement n'est pas parvenu à adopter la révision du droit de la société anonyme qui doit reprendre dans la loi les réglementations de l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb). Le problème des salaires exorbitants des managers reste donc irrésolu. L'étude sur les salaires des managers de Travail.Suisse est dès lors reconduite.

La flexibilité est unilatéralement à la charge des travailleurs et travailleuses

On a présenté pour la 4^{ème} fois les résultats du «Baromètre Conditions de travail». Les personnes sondées continuent à considérer négativement les charges psychosociales élevées et le soutien lacunaire à la formation continue par les employeurs. La perte d'influence des travailleurs et travailleuses sur l'aménagement de leur temps de travail s'est aussi confirmée. L'évolution est très unilatérale à cet égard. Alors que les exigences de flexibilité augmentent sur les salarié-e-s, leur influence reste modeste. Par exemple rien que de pouvoir fixer indépendamment le début et la fin

de sa journée de travail n'est pas ou à peine possible pour la majorité d'entre eux.

Le pouvoir d'aménager son temps de travail va devenir encore plus important dans les années à venir, d'autant plus qu'au Parlement fédéral les attaques sur la loi sur le travail en général et sur le temps de travail des travailleurs et travailleuses en particulier se sont multipliées. C'est ainsi que la commission de l'économie et des redevances a adopté deux initiatives parlementaires du Conseil des Etats qui demandent la suppression de l'enregistrement du temps de travail pour une partie considérable des salarié-e-s et la flexibilisation du temps de travail par le biais d'une plus longue durée de la semaine hebdomadaire maximale du travail, une réduction des temps de repos et des pauses et le travail le dimanche sans autorisation. Un référendum dans les deux prochaines années se précise.

Manager verdienen nach wie vor zu viel

Zum vierzehnten Mal in Folge hat Travail.Suisse die Entschädigungen der Topmanager in 27 Unternehmen der Schweiz untersucht. Obwohl 2017 kein Spitzenjahr für die Manager war, hat sich die Lohnschere weiter geöffnet. Während in der Chefetage seit 2011 die Bezüge um satte 16 Prozent gestiegen sind, mussten sich die Arbeitnehmenden im gleichen Zeitraum mit 3.8 Prozent mehr Lohn zufrieden geben. Die durchschnittliche Lohnschere hat sich damit von 1:45 auf 1:49 geöffnet. Ein spürbarer Effekt der angenommenen Abzockerinitiative lässt sich nicht feststellen und die damit vorgesehenen Beschränkungsmechanismen lassen sich leicht umgehen. Es ist dem Parlament nicht gelungen, die Aktienrechtsrevision zu verabschieden und die Regelungen der Verordnung gegen übermässige Vergütungen bei börsenkotierten Aktiengesellschaften (VegüV) ins Gesetz zu überführen. Damit bleibt auch die Problematik der überhöhten Managerlöhne ungelöst. Die Managerlohnstudie von Travail.Suisse wird deshalb weitergeführt.

Die Flexibilität geht einseitig zulasten der Arbeitnehmenden

Zum vierten Mal wurden die Ergebnisse des «Barometer Gute Arbeit» präsentiert. Unverändert negativ bewertet werden von den Arbeitnehmenden die hohen psychosozialen Belastungen und die mangelhafte Förderung der Weiterbildung durch die Arbeitgeber. Bestätigt hat sich der abnehmende Einfluss der Arbeitnehmenden auf die Gestaltung ihrer Arbeitszeiten. Die Entwicklung verläuft diesbezüglich sehr einseitig. Während die Flexibilitätsanforderungen an die Arbeitnehmenden zunehmen, bleibt ihr Einfluss gering – schon das selbständige Festlegen von Arbeitsbeginn und Arbeitsende ist für die Mehrheit der Arbeitnehmenden nicht oder kaum möglich.



Gabriel Fischer bei einem Fernsehinterview zur Entwicklung der Managerlöhne.

Gabriel Fischer lors d'une interview avec la télévision sur l'évolution des salaires des managers.

Die Gestaltungsmacht über die Arbeitszeiten wird in den kommenden Jahren noch wichtiger werden, nicht zuletzt weil sich aus dem eidgenössischen Parlament die Angriffe auf das Arbeitsgesetz im Allgemeinen und die Arbeitszeiten der Arbeitnehmenden im Speziellen häufen. So hat die Kommission für Wirtschaft und Abgaben zwei parlamentarischen Initiativen aus dem Ständerat zugestimmt, welche den Verzicht auf die Erfassung der Arbeitszeiten für einen beträchtlichen Teil der Arbeitnehmenden und flexibilisierte Arbeitszeiten durch verlängerte Wochenarbeitszeiten, verkürzte Ruhezeiten und Pausen sowie bewilligungsfreie Sonntagsarbeit fordern. Ein Referendum in den nächsten zwei Jahren deutet sich an.

Il faut un plan d'action pour la conciliation

Révision de la Loi sur l'égalité: la montagne accouche d'une souris

2018 est l'année de la révision de la Loi sur l'égalité LEG, adoptée par le Parlement en toute fin d'année.

Après que des études de la Confédération ont démontré que la LEG restait inefficace à atteindre son but parce qu'elle ne comprenait aucun contrôle de son application, après que le Dialogue sur l'égalité des salaires dans un cadre de partenariat social s'est soldé par un échec, une révision centrée sur l'égalité salariale a été lancée par le Conseil fédéral en 2015.

Des demandes de non entrée en matière, puis des divergences ont fait craindre un échec total de la révision. Tel ne fut pas le cas, mais il est à craindre que la révision adoptée produira peu d'effets. En effet, seules les entreprises de plus de 100 employé·e·s auront l'obligation de contrôler les salaires versés sous l'angle du respect de l'égalité entre hommes et femmes, selon une méthode reconnue juridiquement et scientifiquement. De sorte qu'au final, 99,1 % des entreprises et plus de la moitié des travailleuses ne seront pas concernées par cette obligation de contrôle, alors que l'on sait que la majorité des discriminations salariales concernent les PME.

Extension du congé maternité, mais pas de congé prénatal.

Travail.Suisse s'est exprimé en faveur de l'extension du congé maternité lors de l'hospitalisation prolongée du nouveau-né soumise à la consultation par le Conseil fédéral. Les femmes dont l'enfant nou-

veau-né doit être hospitalisé dès la naissance ont le droit de reporter le versement de leurs allocations de maternité si la durée de l'hospitalisation dépasse trois semaines. Etant donné que les femmes accouchées ont l'interdiction de travailler durant les 8 semaines après l'accouchement, le report des allocations engendre un manque à gagner qui n'est pas réglé. Il s'agit d'une lacune juridique, de sorte que l'inégalité de traitement entre femmes concernées n'est pas garantie.

Travail.Suisse a aussi donné son avis relatif au congé prénatal, que le Conseil fédéral estime ne pas être nécessaire en Suisse, sur la base d'une étude représentative qu'il a fait réaliser. Même si le congé prénatal n'est pas une nécessité non plus pour Travail.Suisse, des mesures doivent être prises en faveur de catégories de femmes enceintes en situation précaire. Il faut aussi étudier les véritables raisons du choix de nombreuses femmes de prolonger le congé maternité, puisque l'étude en question révèle que cette situation n'est pas toujours le choix véritable des femmes concernées.

Relais de la voix des proches aidants

Au printemps 2018 s'est créée la toute première organisation nationale de défense des proches aidants. Créée et financée par cinq organisations nationales que sont la Croix-Rouge Suisse, la Ligue suisse contre le cancer, Pro Infirmis, Pro Senectute et Travail.Suisse - qui en assure le secrétariat - la Communauté d'intérêts Proches aidants CIPA regroupe déjà 25 organisations.

La nouvelle organisation, une société simple, s'est

prononcée sur le projet de loi en faveur des proches aidants du Conseil fédéral soumis à la consultation. Elle a salué la volonté du gouvernement de reconnaître enfin le travail immense effectué au quotidien par les proches aidants. Travail.Suisse a aussi pris position à titre individuel sur la question, et approuvé les trois mesures proposées par le Conseil fédéral tout en en suggérant d'autres tout aussi importantes,

Grossaufmarsch für Lohngleichheit und gegen Diskriminierung: Demo vom 22. September 2018.

Mobilisation pour l'égalité salariale et contre la discrimination: manif du 22 septembre 2018.



Es braucht einen Aktionsplan für die Vereinbarkeit

Revision des Gleichstellungsgesetzes: Der Berg hat eine Maus geboren

2018 ist das Jahr der Revision des Gleichstellungsgesetzes GlG. Ende Jahr wurde sie verabschiedet. Nachdem Studien des Bundes aufgezeigt hatten, dass das Gleichstellungsgesetz sein Ziel nicht erreicht, weil es keinerlei Kontrolle seiner Anwendung vorsieht, und nachdem der Lohngleichheitsdialog im Rahmen der Sozialpartnerschaft gescheitert war, leitete der Bundesrat 2015 eine auf die Lohngleichheit ausgerichtete Revision ein.

Nichteintretensanträge und Differenzen liessen einen totalen Misserfolg der Revision befürchten. Dieses Szenario ist nicht eingetreten, aber es ist

absehbar, dass die beschlossene Revision nur wenig Wirkung entfalten wird. Tatsächlich werden nur jene Unternehmen verpflichtet, ihre Löhne gemäss einer juristisch und wissenschaftlich anerkannten Methode hinsichtlich der Gleichbehandlung von Frau und Mann zu überprüfen, die mehr als 100 Angestellte beschäftigen. Das bedeutet, dass 99.1 Prozent der Betriebe und mehr als die Hälfte der Arbeitnehmenden von dieser Kontrollpflicht nicht betroffen sind, und das obwohl bekannt ist, dass die Mehrheit der Lohndiskriminierungen die KMU betreffen.

Ausdehnung des Mutterschaftsurlaubs, aber kein vorgeburtlicher Urlaub

Travail.Suisse hat sich für die Ausdehnung des Mutterschaftsurlaubs ausgesprochen, wenn ein Neugeborenes längere Zeit im Spital bleiben muss. Eine entsprechende Vorlage wurde vom Bundesrat in Vernehmlassung geschickt. Die Frauen, deren Kind nach der Geburt für mehr als drei Wochen hospitalisiert werden muss, haben das Recht, die Auszahlung ihrer Mutterschaftsentschädigung aufzuschieben. Nicht geregelt war bis anhin die Frage des Lohnausfalls, zumal eine Wöchnerin während acht Wochen nach der Geburt nicht arbeiten darf. Die fehlende rechtliche Regelung verhindert die Gleichbehandlung der Frauen, die sich in dieser Situation befinden.

Travail.Suisse hat sich auch zum vorgeburtlichen Urlaub geäussert, den der Bundesrat aufgrund der Resultate einer von ihm in Auftrag gegebenen repräsentativen Untersuchung als nicht nötig beurteilt. Obwohl der vorgeburtliche Urlaub auch für Travail.

Suisse keine Notwendigkeit ist, müssen Massnahmen getroffen werden für jene Gruppen von Frauen, die sich in einer prekären Situation befinden. Zudem müssen die echten Gründe vieler Frauen für die Verlängerung des Mutterschaftsurlaubs untersucht werden. Die oben erwähnte Studie hat nämlich auch gezeigt, dass viele Frauen gar keine andere Wahl haben.

Stimme der betreuenden und pflegenden Angehörigen

Im Frühling 2018 ist die erste nationale Interessenorganisation der betreuenden und pflegenden Angehörigen gegründet worden. Die nationale Interessengemeinschaft Angehörigenbetreuung (IGAB) wurde vom Schweizerischen Roten Kreuz, der Krebsliga Schweiz, Pro Infirmis, Pro Senectute und Travail.Suisse gegründet und wird von diesen fünf Organisationen auch finanziert. Die Geschäftsstelle wird von Travail.Suisse betreut. 25 weitere Organisationen sind Mitglied der IGAB.

Die neue Organisation, die als einfache Gesellschaft organisiert ist, hat sich zum Gesetzesentwurf zur Entlastung der pflegenden Angehörigen geäussert, die der Bundesrat in Vernehmlassung geschickt hat. Sie hat den Willen der Regierung begrüsst, die enorme Arbeit, die täglich von pflegenden Angehörigen geleistet wird, endlich zu anerkennen. Travail.Suisse hat auch eine eigene Stellungnahme zur Frage verfasst und den drei vom Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen zugestimmt, gleichzeitig aber weitere wichtige Massnahmen wie einen Langzeiturlaub für alle betreuenden und pflegenden Angehörigen gefordert.



comme le congé de longue durée bénéficiant à tous les proches aidants.

Position politique sur l'égalité et Plan d'action pour la conciliation de 5 milliards

Travail.Suisse a adopté sa toute première position en matière d'égalité hommes-femmes.

Forte de 28 revendications, elle a été présentée en conférence de presse en avril. Sur cette base, le Comité de Travail.Suisse a adopté sa première résolution. Elle demande que la Confédération investisse massivement en faveur de la conciliation de l'activité professionnelle et la vie privée et familiale. En se basant sur les dernières études et chiffres disponibles en la matière, Travail.Suisse demande le lancement

d'un Plan d'action ambitieux chiffré à 5 milliards sur dix ans qui couvrira, entre autres, les coûts d'un congé paternité de 20 jours, d'un congé de longue durée pour proches aidants, d'un congé parental de 24 semaines, d'un congé d'adoption de 12 semaines, ainsi que les coûts des infrastructures d'accueil extrafamilial des enfants en âge préscolaire et scolaire.

Politique sociale

L'initiative pour le congé paternité met la pression

Les choses commencent à bouger au Parlement

Notre initiative pour un congé paternité raisonnable a continué à apporter de l'élan à la politique fédérale.

Durant l'été, le rejet du Conseil fédéral de l'initiative sans contre-projet a provoqué beaucoup d'incompréhension. Une action médiatique sur la place fédérale couronnée de succès peu avant la coupe du monde de football a montré que les hommes ne veulent plus rester sur le banc des remplaçants. Très peu de temps après cette action, l'association « Le congé paternité maintenant! » fondée par Travail.Suisse, a été auditionnée par la commission sociale du Conseil des Etats. Elle a examiné intensément cette problématique et présenta à la fin de l'année un contre-projet indirect à notre initiative. Il prévoit, au lieu de quatre, deux semaines de congé paternité mais reprend pour le reste l'essentiel de l'orientation de l'initiative. Travail.Suisse et l'association « Le congé paternité maintenant! » ont jugé lors de la consultation que le projet allait dans la bonne direction mais se sont montrés ferme quant à la nécessité d'un congé

paternité de quatre semaines, seul en mesure d'apporter aux familles et à la politique de l'égalité et du marché du travail un progrès substantiel. En 2018 des entreprises très diverses et les employeurs publics ont étendu le congé paternité, ce qui traduit bien le fait que la société évolue sur cette question.

2018 a connu un succès sur le plan de la politique familiale car, en dépit d'un Parlement très marqué à droite, il a été possible de prolonger les aides financières pour l'accueil extra-familial des enfants. De plus, un autre programme d'impulsion a démarré qui rend abordable financièrement pour les parents l'accueil extra-familial et qui tiendra mieux compte des réalités du marché du travail.

Nouveau départ pour une AVS stable

Après l'échec de la prévoyance vieillesse 2020, le Conseil fédéral est reparti de l'avant avec un projet pour stabiliser l'AVS jusqu'en 2030. Pour Travail.Suisse, il a toujours été évident que la prochaine réforme serait plus chère en raison de la pression démographique croissante. Travail.Suisse

a demandé au moins un pourcent supplémentaire de TVA Baby-Boomer pour pouvoir financer solidement pour les prochaines vingt années les rentes de la génération à forte natalité qui arrive à la retraite. En outre, Travail.Suisse proposa une augmentation des rentes AVS pour les bas et moyens revenus en adaptant la formule de rente, du fait de la diminution générale des rentes des 1^{er} et 2^{ème} piliers par rapport au dernier salaire. En même temps, parallèlement aux pour cents sur les salaires et à la TVA, il s'agit de réfléchir à d'autres sources de financement. Dans le cadre de la consultation, Travail.Suisse a proposé l'examen d'une contribution de solidarité de la part des rentiers très fortunés. Travail.Suisse s'est exprimé contre le relèvement de l'âge de la retraite des femmes parce que c'était une des raisons pour le rejet de la dernière réforme de l'AVS.

Prévoyance professionnelle : le Conseil fédéral mise sur les partenaires sociaux

La situation se tend dans la prévoyance professionnelle. Vu que les taux de conversion de la plupart des

Politische Position zur Gleichstellung und Aktionsplan für die Vereinbarkeit von 5 Milliarden Franken

Travail.Suisse hat zum ersten Mal ein Positionsdokument zur Gleichstellung von Frau und Mann verfasst und verabschiedet. Dieses

Positionsdokument, das 28 Forderungen enthält,

wurde anlässlich einer Medienkonferenz im April der Öffentlichkeit präsentiert. Es fordert massive Investitionen des Bundes in die Vereinbarkeit von Erwerbsarbeit und Privat- und Familienleben. Auf der Grundlage der neuesten Untersuchungen und der neuesten verfügbaren Zahlen zur Frage fordert Travail.Suisse die Lancierung eines ehrgeizigen Aktionsplans von 5 Milliarden Franken über zehn Jahre. Damit würden

unter anderem die Kosten für einen Vaterschaftsurlaub von 20 Tagen, einen Langzeiturlaub für die betreuenden und pflegenden Angehörigen, einen Elternurlaub von 24 Wochen, einen Adoptionsurlaub von 12 Wochen sowie für ausserfamiliäre Betreuungsplätze für Kinder im Vorschul- und Schulalter finanziert.

Sozialpolitik

Vaterschaftsurlaubs-Initiative macht Druck

Es tut sich was im Parlament in Sachen Vaterschaftsurlaub

Die Initiative für einen vernünftigen Vaterschaftsurlaub brachte weiterhin viel Schwung in die Bundespolitik. Im

Sommer sorgte der Entscheid des Bundesrates, die Initiative ohne Gegenvorschlag abzulehnen, für grosses Unverständnis. Mit einer gelungenen und medienwirksamen Aktion auf dem Bundesplatz kurz vor der Fussballweltmeisterschaft zeigten die vielen Unterstützerinnen und Unterstützer, dass die Männer nicht mehr länger auf der Ersatzbank sitzen wollen. Schon kurz darauf wurde der von Travail.Suisse gegründete Verein «Vaterschaftsurlaub jetzt!» von der Sozialkommission des Ständerates angehört. Diese setzte sich intensiver mit der Problematik auseinander und präsentierte schliesslich gegen Ende Jahr einen indirekten Gegenentwurf zur Initiative. Der Gegenentwurf sieht zwei anstatt vier Wochen Vaterschaftsurlaub vor, orientiert sich ansonsten aber stark an der Volksinitiative. Im Rahmen der Vernehmlassungsstellungnahme würdigten Travail.Suisse und der Verein «Vaterschaftsurlaub jetzt!» den Vorschlag zwar als Schritt in die richtige

Richtung, beharrten aber weiterhin auf der Forderung nach einem vierwöchigen Vaterschaftsurlaub. Denn nur dieser bringt in punkto Familien-, Gleichstellungs- und Arbeitsmarktpolitik einen substanziellen Fortschritt. Dass sich gesellschaftlich etwas verändert, zeigt die Tatsache, dass auch 2018 verschiedenste Unternehmen und öffentliche Arbeitgeber ihren Vaterschaftsurlaub ausbauten.

Ein familienpolitischer Erfolg war 2018, dass trotz stark bürgerlich geprägtem Parlament die Anstossfinanzierung für die familienergänzende Betreuung verlängert werden konnte. Zudem wurde ein weiteres Impulsprogramm gestartet, welches die familienergänzende Betreuung für die Eltern erschwinglicher machen und stärker auf die Realitäten des Arbeitsmarkts ausrichten will.

Neuer Anlauf für eine stabile AHV

Nachdem die Altersvorsorge 2020 gescheitert war, machte der Bundesrat einen neuen Anlauf zur

Stabilisierung der AHV bis 2030. Für Travail.Suisse war immer klar, dass die nächste Reform wegen des

zunehmenden demografischen Drucks teurer werden wird. Travail.Suisse forderte mindestens ein zusätzliches Baby-Boomer-Mehrwertsteuerprozent, damit die Rente der geburtenstarken Jahrgänge über die nächsten 20 Jahre sicher finanziert werden kann. Im Weiteren schlug Travail.Suisse angesichts der gegenüber dem letzten Lohn sinkenden Gesamtrenten aus 1. und 2. Säule eine Anhebung der AHV-Renten für die unteren und mittleren Einkommen mittels Anpassung der AHV-Rentenformel vor. Gleichzeitig soll neben den Lohnprozenten und der Mehrwertsteuer auch über alternative Finanzierungsquellen nachgedacht werden. Travail.Suisse schlug im Rahmen der Vernehmlassung vor, einen Solidaritätsbeitrag von sehr wohlhabenden Rentnerinnen und Rentnern zu prüfen. Negativ äusserte sich Travail.Suisse zur Anhebung des Frauenrentenalters, weil diese einer der Gründe für die Ablehnung der letzten Altersreform war.

Berufliche Vorsorge: Der Bundesrat setzt auf die Sozialpartner

Die Situation in der beruflichen Vorsorge spitzte sich zu. Weil die reglementarischen

caisses de pension ont baissé, indépendamment de la situation légale, les nouveaux rentiers et rentières de 2018 avaient des rentes clairement plus basses que celles obtenues par les nouveaux rentiers et rentières cinq ans plus tôt. En même temps, le rejet de la prévoyance vieillesse 2020 a bloqué la situation politique. Une conférence de presse de Travail.Suisse a mis en évidence la situation choquante des assurés qui doivent se serrer plus étroitement la ceinture pendant que les sociétés d'assurance privées continuent à faire des bénéfices excessifs. Le fait qu'AXA, un important « player », décide de sortir de l'assurance complète, ne change rien sur le fond. Aussi longtemps que cette anomalie n'est pas levée, la confiance dans le 2^{ème} pilier continuera à en souffrir. Travail.Suisse s'engage aussi pour que l'on assure mieux le travail à temps partiel dans le 2^{ème} pilier.

Le Conseil fédéral a chargé au printemps les partenaires sociaux de rechercher un accord sur les



Matthias Kuert äussert vor den Medien sein Unverständnis über den Entscheid des Bundesrates gegen den Vaterschaftsurlaub.

Matthias Kuert exprime devant les médias son incompréhension suite au refus du Conseil fédéral du congé paternité.

grandes lignes de la prochaine réforme. C'est pourquoi, en 2018, Travail.Suisse a entrepris, avec les partenaires sociaux, une analyse détaillée de la situation et a négocié les éléments constitutifs d'une solution possible. Les négociations durent jusqu'en 2019. Grâce à une pression politique suffisante, il a été possible de convaincre le Conseil fédéral de ne pas baisser encore plus le taux d'intérêt minimal malgré une situation de bas taux sur les marchés des capitaux.

Prestations complémentaires: il faut défendre les acquis

Travail.Suisse s'est engagé en 2018 pour que les prestations complémentaires (PC) demeurent un important

rempart contre la pauvreté chez les personnes âgées. Le Conseil national a lancé une attaque en règle contre les PC. Grâce à la pression publique, exercée aussi par Travail.Suisse, et à un Conseil des Etats raisonnable, on a pu éviter une coupe rase dans les PC. Travail.Suisse s'est engagé avec succès en particulier pour que les montants maximaux au titre des loyaux soient enfin adaptés à la hausse des taux des loyers. On a aussi réussi à faire en sorte que les travailleuses et travailleurs âgés restent assurés auprès de leur caisse de pension. Mais la direction prise semble aller toutefois dans le sens d'un projet d'économie que le Parlement adoptera seulement en 2019.

Pour une poursuite du développement de l'AI, contre d'autres mesures d'économie

Travail.Suisse a soutenu les efforts pour poursuivre le développement de l'AI. Mais pour cela, il faut que les employeurs soient

davantage obligés d'engager aussi des personnes à l'AI. C'est pourquoi, Travail.Suisse s'est mobilisé pour que les conventions de collaboration prévues entre la Confédération et les associations faitières de l'économie comprennent aussi des buts quantitatifs de

réinsertion. Travail.Suisse a en outre attiré l'attention sur le fait que l'introduction d'un système de rentes sans paliers n'est judicieuse que si l'on réduit le plus grand palier. On a ainsi proposé de verser des rentes partielles déjà à partir d'un degré d'invalidité de 10 pour cent, comme c'est le cas dans l'assurance-accidents. Mais la commission sociale du Conseil national n'a rien voulu en savoir, préférant économiser dans les rentes pour enfants. Travail.Suisse s'y est opposé avec l'alliance AI. La poursuite du développement de l'AI sera terminée aussi en 2019.

Résistance contre le chèque en blanc pour les assureurs

La votation contre la loi négligée sur la surveillance des assurés a eu lieu en 2018. Travail.

Suisse s'engagea pour

que les détectives des assurances ne puissent fouiner dans la vie des gens qu'après l'autorisation d'un juge. Le Parlement l'avait d'abord prévu ainsi mais le lobbying des assureurs le fit plier. Malheureusement la votation a été perdue. Travail.Suisse continuera à s'engager pour que l'on fasse au moins preuve de retenue dans les surveillances des assurés.

Le Conseil fédéral serre la vis au programme réussi de lutte contre la pauvreté

La Conférence terminale du programme quinquennal contre la pauvreté a eu lieu en 2018. Grâce à l'implication de Travail.Suisse, de nombreux projets et mesures ont pu être lancés et mis en œuvre. Travail.Suisse s'est engagé dans le domaine de l'intégration professionnelle et sociale et la formation de rattrapage. En dépit d'un bon rapport coût-prestations, le Conseil fédéral à dominance de droite, a réduit le budget du programme pour les prochaines années. Là aussi, une nouvelle pression politique est requise pour faire bouger les choses.

Umwandlungssätze der meisten Pensionskassen unabhängig von der gesetzlichen Situation sanken, hatten Neurentnerinnen und Neurentner 2018 deutlich weniger Pensionskassenrente zur Verfügung als Neurentnerinnen und Neurentner fünf Jahre zuvor. Gleichzeitig war die Situation nach der Ablehnung der Altersvorsorge 2020 von einer politischen Blockade geprägt. Travail.Suisse machte im Rahmen einer Medienkonferenz auf die stossende Situation aufmerksam, dass die Versicherten den Gürtel enger schnallen müssen, die gewinnorientierten Versicherungsgesellschaften aber weiterhin überhöhte Gewinne einkassieren können. Daran ändert auch nichts, dass mit der Axa ein grosser Player aus dem Vollversicherungsgeschäft ausstieg. Solange dieser Missstand nicht behoben ist, wird das Vertrauen in die 2. Säule leiden. Im Weiteren setzte sich Travail.Suisse dafür ein, dass Teilzeitarbeit in der 2. Säule besser versichert wird.

Der Bundesrat beauftragte im Frühling die Sozialpartner damit, sich über die Grundzüge einer nächsten Reform zu einigen. Travail.Suisse nahm deshalb 2018 zusammen mit den Sozialpartnern eine eingehende Analyse der Situation vor und verhandelte über die Eckpunkte einer möglichen Lösung. Die Verhandlungen dauern bis 2019 an. Dank genügend politischem Druck konnte der Bundesrat im Herbst zudem davon überzeugt werden, den Mindestzinssatz trotz Tiefzinssituation nicht noch weiter zu senken.

Ergänzungsleistungen: Errungenschaften müssen verteidigt werden

Travail.Suisse setzte sich 2018 dafür ein, dass die Ergänzungsleistungen (EL) ein starker Pfeiler gegen Altersarmut bleiben. Der Nationalrat ritt einen regelrechten Angriff auf

die EL. Dank dem öffentlichen Druck, zu dem auch Travail.Suisse beitrug, und dank einem vernünftigen

Ständerat konnte ein Kahlschlag verhindert werden. Travail.Suisse machte sich zudem mit Erfolg stark dafür, dass die maximalen Zuschüsse für die Wohnungsmieten endlich den steigenden Mietzinsen angepasst werden. Zudem konnte erreicht werden, dass entlassene ältere Arbeitnehmende weiterhin bei ihrer Pensionskasse versichert bleiben können. Trotz alledem sieht es nach einer Sparvorlage aus, welche aber erst 2019 vom Parlament verabschiedet wird.

Für eine Weiterentwicklung der IV, gegen weitere Sparmassnahmen

Travail.Suisse unterstützte die Bemühungen, die IV weiter zu entwickeln. Dazu braucht es aber eine stärkere Verpflichtung

der Arbeitgeberseite, IV-Betroffene auch anzustellen. Travail.Suisse machte sich deshalb dafür stark, die vorgesehenen Zusammenarbeitsvereinbarungen des Bundes mit den Spitzenverbänden der Wirtschaft um quantitative Ziele zur Eingliederung zu erweitern. Weiter machte Travail.Suisse darauf aufmerksam, dass die Einführung eines stufenlosen Rentensystems nur Sinn macht, wenn auch die grösste Stufe verkleinert wird. Es wurde darum vorgeschlagen, Teilrenten bereits ab einem IV-Grad von 10 Prozent auszurichten, wie das bei der Unfallversicherung der Fall ist. Davon wollte die Sozialkommission des Nationalrats aber nichts wissen, sie möchte lieber bei den Kinderrenten sparen. Dagegen wehrte sich Travail.Suisse zusammen mit der IV-Allianz. Auch die IV-Weiterentwicklung wird 2019 abgeschlossen werden.

Widerstand gegen Blankocheck für Versicherer

2018 fand die Referendumsabstimmung gegen das unsorgfältige Gesetz zu den Überwachungen von

Versicherten statt. Travail.Suisse setzte sich dafür ein, dass Versicherungsdetektive nur bei Vorliegen einer

richterlichen Genehmigung im Privatleben von Versicherten herumschnüffeln können. Das Parlament hatte dies zuerst so vorgesehen, dann aber dem Lobbying der Versicherer nachgegeben. Leider ging die Abstimmung verloren. Travail.Suisse wird weiter dafür eintreten, dass Überwachungen zurückhaltend angewendet werden.

Bundesrat würdigt erfolgreiches Programm zur Armutsbekämpfung ab

2018 fand die Schlusskonferenz zum fünfjährigen Programm gegen die Armut statt. Es konnten unter Einbe-

zug von Travail.Suisse zahlreiche Massnahmen und Projekte angestossen und durchgeführt werden. Travail.Suisse engagierte sich im Bereich der beruflichen und sozialen Integration und bei der Nachholbildung. Trotz gutem Leistungsausweis kürzte der bürgerlich dominierte Bundesrat das Budget des Programms für die nächsten Jahre wieder zusammen. Auch hier braucht es zusätzlichen politischen Druck, damit sich etwas bewegt.

Focus sur l'intégration professionnelle en matière d'asile

Identifier les bonnes pratiques d'intégration en entreprise

Dans un contexte marqué par des changements législatifs dans le domaine de la migration et une numérisation croissante de l'économie, la formation et la formation continue ainsi que l'identification des bonnes pratiques en matière d'intégration constituent les principaux leviers de l'intégration professionnelle. Afin de mieux connaître les pratiques d'intégration du personnel au sein des entreprises et de cerner les besoins dans ce domaine, Travail.Suisse a, en été 2018, constitué un groupe de travail tripartite. Ce groupe de travail inclut des représentants du monde patronal et de nos fédérations, ainsi qu'un professionnel du bureau de l'intégration du canton de Genève. Ce groupe qui continue à se réunir en 2019 permet de mettre en œuvre le dialogue social et de coopérer, afin d'améliorer l'intégration au sein des équipes de travail en entreprise et de prévenir les risques de discriminations.

Informer sur les possibilités de se naturaliser

En janvier 2018, la nouvelle loi fédérale sur la nationalité est devenue plus stricte et ne permet désormais plus qu'aux détenteurs d'une autorisation d'établissement (permis C) de déposer une demande. Travail.Suisse avait en 2017 rédigé des fiches didactiques disponibles sur son site internet et sur celui de certaines fédérations pour informer des changements en cours. En 2018, un projet de brochure mentionnant les conditions fédérales minimales et les principaux critères établis dans les cantons a été

élaboré, afin de poursuivre un travail d'information et de sensibilisation auprès des personnes qui souhaiteraient entreprendre des démarches. Cette brochure sera disponible en 2019 et permettra aussi de montrer le rôle et l'engagement des organisations de travailleurs et travailleuses en matière d'intégration.

De nouvelles mesures en matière d'asile

Depuis ces dernières années, la volonté politique est de miser sur le potentiel de main-d'œuvre indigène dont font partie les réfugiés reconnus et les personnes admises à titre provisoire. Dans l'optique de favoriser l'intégration de ce groupe de personnes issues du domaine de l'asile, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) a mis sur pied un projet-pilote de pré-apprentissage d'intégration qui a démarré en 2018 et dont le programme s'étend sur une durée de quatre ans. En parallèle, la Confédération et les cantons ont approuvé ensemble, en avril 2018, un Agenda Intégration qui sera mis en œuvre en 2019. Les objectifs de cet Agenda commun dans le cadre de l'intégration professionnelle sont principalement d'établir une analyse précoce et détaillée du potentiel des réfugiés reconnus et des personnes admises à titre provisoire ainsi que de prévoir un suivi par des coaches en emploi. Afin de suivre l'évolution de ces différents programmes et d'en comprendre les divers enjeux sur le marché du travail et concernant la protection des salaires, Travail.Suisse a rencontré le SEM. Une rencontre a également eu lieu avec le délégué aux réfugiés et à l'économie, M. Eduard Gnesa, qui a publié en juin 2018 un rapport de synthèse et des recommandations, à la suite d'une cinquantaine d'entretiens avec

des représentants des milieux économiques. Travail.Suisse s'est prononcé en faveur d'une représentation et participation des organisations des travailleuses et travailleurs dans la poursuite du dialogue avec les entreprises, les cantons et les communes et dans la mise en place de mesures sur le marché du travail.

De nouvelles études sur la discrimination liée au travail

La discrimination des personnes migrantes sur le marché du travail a déjà fait l'objet d'études par le passé. En 2018, un groupe de chercheurs s'est intéressé cette fois-ci à la problématique de l'accès au marché du travail de citoyens et citoyennes suisses issu·e·s de l'immigration. Sur cette thématique, Travail.Suisse a participé à une table-ronde organisée par le pôle de recherche national «nccr on the move» et la Stiftung Mercator intitulée «On l'appelle la 'deuxième génération' : trajectoires entre discrimination, succès et négociation des appartenances». Lors de ce podium de discussion quelques résultats d'une étude en cours ont été présentés et discutés. Les principaux objectifs de l'étude – la publication est prévue en 2019 – servent à déterminer dans quelle mesure la discrimination dans l'accès à l'emploi désavantage les enfants de migrants et à mesurer l'impact de l'origine des candidats sur l'accès à une place de travail. Pour recueillir des résultats, une étude sur le processus de recrutement sur le marché du travail a été menée dans certains cantons suisses et continuera de s'étendre au reste de la Suisse en 2019. D'autres occasions se sont également présentées à Travail.Suisse pour participer à des débats, notamment dans le cadre de la semaine contre racisme à Genève.

Berufliche Integration im Asylbereich im Fokus

Welche Integrationsmassnahmen haben sich in den Betrieben bewährt?

In einem von gesetzlichen Anpassungen im Migrationsbereich und der zunehmenden Digitalisierung der Wirtschaft geprägten

Umfeld sind die Aus- und Weiterbildung sowie die Bestimmung von bewährten Integrationspraktiken die wichtigsten Pfeiler im Bereich der Arbeitsintegration. Um die von den Betrieben angewandten Massnahmen im Bereich der Integration kennen zu lernen und die Bedürfnisse in diesem Bereich gezielter zu erfassen, gründete Travail.Suisse 2018 eine tripartite Arbeitsgruppe. In dieser Arbeitsgruppe nehmen Vertreterinnen und Vertreter der Arbeitgeberseite und der Verbände von Travail.Suisse Einsitz sowie eine Fachperson des Integrationsbüros des Kantons Genf. Diese Arbeitsgruppe wird ihre Arbeit 2019 fortsetzen. Sie ermöglicht den sozialen Dialog und fördert die Zusammenarbeit im Hinblick auf eine bessere Integration und die Vermeidung von Diskriminierungen in den Betrieben.

Über die Möglichkeiten zur Einbürgerung informieren

Im Januar 2018 ist das verschärfte Bürgerrechtsgesetz in Kraft getreten. Neu können nur noch

Personen, die im Besitz einer Niederlassungsbewilligung (Ausweis C) sind, ein Einbürgerungsgesuch stellen. Travail.Suisse hatte 2017 Informationsblätter verfasst und auf der Internetseite veröffentlicht, um über die kommenden Änderungen zu informieren. 2018 wurde ein Entwurf für eine Broschüre verfasst mit den gesamtschweizerisch gültigen Bestimmungen

und mit den wichtigsten Kriterien, die in den einzelnen Kantonen zu erfüllen sind. Ziel ist es, die Informations- und Sensibilisierungsarbeit fortzusetzen bei jenen Personen, die eine Einbürgerung ins Auge fassen. Die Broschüre wird 2019 zur Verfügung stehen und die Rolle und das Engagement der Arbeitnehmendenorganisationen im Bereich der Integration aufzeigen.

Neue Massnahmen im Asylbereich

In den letzten Jahren setzte die Politik vor allem auf das inländische Fachkräftepotenzial.

Dazu gehören die anerkannten Flüchtlinge und die vorläufig aufgenommenen Personen. Im Hinblick auf die Förderung der Integration dieser Personengruppen hat das Staatssekretariat für Migration (SEM) ein Pilotprojekt für eine Vorlehre lanciert. Dieses Projekt begann 2018 zu laufen und dauert vier Jahre. Gleichzeitig haben der Bund und die Kantone im April 2018 gemeinsam eine Integrationsagenda verabschiedet, die 2019 umgesetzt werden soll. Die Ziele dieser Agenda bestehen vor allem in einer frühzeitigen und detaillierten Analyse des Potenzials der anerkannten Flüchtlinge und vorläufig aufgenommenen Personen sowie in einer Begleitung durch Arbeitscoaches. Um die Entwicklung der verschiedenen Programme zu verfolgen und ihre Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und den Lohnschutz zu verstehen, hat sich Travail.Suisse mit dem SEM getroffen. Es hat ausserdem ein Treffen mit Eduard Gnesa, dem Delegierten für Flüchtlingsfragen und Wirtschaft, stattgefunden. Dieser hat im Juni 2018 einen Bericht und Empfehlungen veröffentlicht, die er auf der Basis von rund 50 Gesprächen mit Vertreterinnen und Vertretern aus der Wirtschaft erarbeitet hat.

Travail.Suisse hat sich dafür ausgesprochen, dass die Arbeitnehmendenorganisationen in die Gespräche mit den Betrieben, den Kantonen und den Gemeinden im Hinblick auf die Inkraftsetzung der Massnahmen auf dem Arbeitsmarkt integriert werden.

Neue Untersuchungen zur Diskriminierung auf dem Arbeitsmarkt

Die Diskriminierung von Migrantinnen und Migranten auf dem Arbeitsmarkt war schon in der

Vergangenheit Gegenstand von Untersuchungen. 2018 hat sich eine Forschergruppe mit der Problematik des Zugangs zum Arbeitsmarkt von Schweizerinnen und Schweizern mit Migrationshintergrund befasst. Travail.Suisse nahm an einem vom nationalen Forschungspool «nccr on the move» und der Stiftung Mercator unter dem Titel «Man nennt sie die zweite Generation: zwischen Diskriminierung, Erfolg und Aushandeln der Zugehörigkeit» organisierten Runden Tisch teil. Anlässlich dieses Anlasses wurden einige Resultate einer laufenden Studie präsentiert und diskutiert. Die wichtigsten Ziele der Studie – die Veröffentlichung ist 2019 vorgesehen – zeigen, in welchem Mass die Diskriminierung auf dem Arbeitsmarkt die Kinder von Migrantinnen und Migranten benachteiligt und welche Bedeutung die Herkunft der Bewerberinnen und Bewerber für den Erhalt einer Arbeitsstelle hat. Für diese Studie wurde in einigen Schweizer Kantonen der Bewerbungsprozess untersucht. Die Studie soll 2019 auch auf die anderen Kantone ausgedehnt werden. Travail.Suisse konnte an weiteren öffentlichen Diskussionsrunden teilnehmen, namentlich im Rahmen der Woche gegen Rassismus in Genf.

Une bonne formation est requise pour maîtriser l'évolution à venir

Concevoir le futur de la formation professionnelle

Le processus stratégique Formation professionnelle 2030 est actuellement le projet le plus important dans le cadre de la formation professionnelle. Il a comme but de parvenir à une formation professionnelle bien armée pour l'avenir. Travail.Suisse fait partie des instances dirigeantes du processus et s'est engagé en 2018 avant tout pour une stratégie nationale de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière OPUC, pour un meilleur positionnement des Ecoles supérieures, pour un renforcement de la formation professionnelle pour adultes et une meilleure intégration dans la formation professionnelle des personnes handicapées.

Théâtre Forum : la première phase du projet est terminée

La première phase du projet du Théâtre Forum « I Girl – I Boy – I Phone » s'est terminée avec succès par la première en langue française du 24 au 27 avril 2018 au Centre professionnel du Littoral neuchâtelois CPLN et par la première en langue italienne du 15 au 22 octobre 2018 au Centro professionale tecnico (CPT) à Trevano. La représentation a comme thématique le processus de recherche identitaire des jeunes dans une société multiculturelle en proie à la numérisation et à la globalisation. La deuxième phase a comme objectif d'intéresser d'autres écoles pour le projet. Cinq écoles ont déjà annoncé leur intérêt et participation.

Pour un meilleur positionnement des écoles supérieures

Après la déception suscitée par l'ordonnance concernant les conditions minimales de reconnaissance pour les Ecoles supérieures, Travail.Suisse a démarré une offensive de nature politique avec d'autres organisations. Le dépôt d'une motion doit améliorer le positionnement des Ecoles supérieures ES. L'offensive a réussi et aussi bien le Conseil des Etats que le Conseil national ont chargé le Conseil fédéral de renforcer le profil des ES, de garantir leur qualité et d'augmenter leur attractivité. La Conférence ES a élu Bruno Weber-Gobet dans le comité de leur organisation.

Plus de coordination au lieu de concurrence dans la politique des hautes écoles

Avenir Suisse a exigé dans une étude plus de concurrence entre les hautes écoles. Travail.Suisse s'y est opposé et a indiqué que ce n'est pas la concurrence entre les hautes écoles mais l'encouragement de leur collaboration et coopération qui sont requis pour atteindre et maintenir leur excellent niveau dans un petit pays comme la Suisse.

De plus, Travail.Suisse a plaidé pour des règles claires concernant les conditions auxquelles les hautes écoles doivent proposer des cours préparatoire aux examens professionnels et professionnels supérieurs fédéraux. Il faut à tout prix éviter que la formation continue des hautes écoles entre dans une concurrence abusive avec d'autres prestataires de cours préparatoires. A la fin de l'année, le Conseil des hautes écoles a élu le représentant de Travail.Suisse,

Bruno Weber-Gobet, pour quatre années supplémentaires comme membre du comité du monde du travail dans la Conférence suisse des hautes écoles.

Besoin d'agir plus marqué identifié

Travail.Suisse considère qu'il y a un grand besoin d'agir pour l'apprentissage permanent (formation continue, formation continue pour adultes). Travail.Suisse a identifié neuf points que les différents acteurs de ce domaine devraient aborder. Primo, il est particulièrement important que l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière (OPUC) propose de manière mieux définie au niveau national ses prestations pour les particuliers et les entreprises afin de renforcer l'apprentissage tout au long de la vie. Secundo, les offices régionaux de placement ORP et les services d'aide sociale doivent se percevoir comme partie prenante à la mission de nature politique du « maintien et de l'acquisition des compétences de base » ce qui devrait permettre de faire progresser cette mission. Tertio, il faut renforcer l'éducation d'adaptation qui doit contribuer au maintien de l'employabilité et clarifier qui en est compétent.



Die Bewältigung der Zukunft ist auf gute Bildung angewiesen

Die Zukunft der Berufsbildung gestalten

Das wichtigste Projekt im Rahmen der Berufsbildung ist gegenwärtig die Berufsbildungsstrategie 2030. Mit Hilfe des gestarteten Strategieprozesses soll die Berufsbildung für die Zukunft fit gemacht werden. Travail.Suisse ist in den Leitungsgremien präsent und setzte sich 2019 vor allem ein für eine nationale Strategie der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung BSLB, für eine bessere Positionierung der Höheren Fachschulen, für eine Stärkung der Berufsbildung für Erwachsene und eine bessere Integration der Menschen mit Behinderungen in die Berufsbildung.

Forumtheater: Erste Projektphase abgeschlossen

Mit der französischsprachigen Premiere vom 24. bis zum 27. April 2018 am Centre professionnel du Littoral neuchâtelois CPLN und der italienischsprachigen Premiere vom 15. bis zum 22. Oktober 2018 am Centro professionale tecnico (CPT) in Trevano konnte die erste Phase der Forumtheaterprojekts «I Girl – I Boy – I Phone» erfolgreich abgeschlossen werden. Das Theaterstück beschäftigt sich mit der Identitätsfindung junger Men-

schen in einer globalisierten und digitalisierten Migrationsgesellschaft. In der zweiten Phase geht es nun darum, weitere Schulen für das Projekt zu gewinnen. Fünf Schulen haben schon ihr Interesse angemeldet und werden das Projekt durchführen.

Die Höheren Fachschulen müssen besser positioniert werden

Nach der Enttäuschung über die misslungene Mindestverordnung für die Höheren Fachschulen (HF) hat Travail.Suisse mit anderen Organisationen zusammen eine politische Offensive gestartet. Mit Hilfe einer Motion sollen die Höheren Fachschulen HF besser positioniert werden. Die Offensive ist gelungen und sowohl der Ständerat wie auch der Nationalrat haben dem Bund den Auftrag übertragen, das Profil der HF zu stärken, ihre Qualität zu sichern und ihre Attraktivität zu steigern. Die Konferenz HF hat zudem Bruno Weber-Gobet in den Vorstand ihrer Organisation gewählt.

Mehr Koordination statt Wettbewerb in der Hochschulpolitik

Avenir Suisse hat in einer Studie mehr Wettbewerb unter den Hochschulen verlangt. Travail.Suisse hat sich gegen diese Sicht gewehrt und hat darauf hingewiesen, dass zur Erreichung und zum Erhalt der Exzellenz der Hochschulen in der kleinen und kleinräumigen Schweiz nicht der Wettbewerb unter den Hochschulen, sondern ihre Zusammenarbeit und Kooperation gefördert werden muss. Nur so bleiben sie im internationalen Kontext wettbewerbsfähig.

Ferner hat sich Travail.Suisse für klare Regelungen ausgesprochen, unter welchen Bedingungen Hochschulen Vorbereitungskurse auf Berufs- und Höhere Fachprüfungen anbieten dürfen. Es muss unter allen Umständen vermieden werden, dass die Hochschulweiterbildung in einen missbräuchlichen Wettbewerb zu anderen Anbietern von Vorbereitungskursen tritt.

Ende des Jahres hat der Hochschulrat den Vertreter von Travail.Suisse, Bruno Weber-Gobet, für weitere vier Jahre als Mitglied des Ausschusses der Arbeitswelt in die Schweizerische Hochschulkonferenz gewählt.

Grosser Handlungsbedarf identifiziert

Für Travail.Suisse besteht in Bezug auf das lebenslange Lernen (Weiterbildung / Berufsbildung für Erwachsene) ein grosser Handlungsbedarf. Neun Punkte hat Travail.Suisse identifiziert, die von den Akteuren in diesem Bereich unmittelbar angegangen werden müssen. Besonders wichtig ist erstens, dass die Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung BSLB vermehrt national abgestimmte Dienstleistungen für Erwachsene und Betriebe anbietet und so das lebenslange Lernen stärkt. Zweitens müssen sich die regionalen Arbeitsvermittlungszentren RAV und die Sozialhilfestellen als Teil des politischen Auftrags «Erhalt und Erwerb von Grundkompetenzen» verstehen. Diese Einbindung muss gelingen, um das Anliegen vorwärtszubringen. Drittens muss die Anpassungsbildung, die zum Erhalt der Arbeitsmarktfähigkeit beitragen soll, gestärkt werden. Dabei ist insbesondere zu klären, wer für die Anpassungsbildung zuständig ist.

Thema von «I Girl – I Boy – I Phone» ist die Identitätsfindung junger Menschen.

Le processus de recherche identitaire est au centre de «I Girl – I Boy – I Phone».

La voie à prendre pour une économie sobre en CO₂

Engagement pour un objectif climatique plus ambitieux

Travail.Suisse veut réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre que ce que prévoit le projet de nouvelle loi de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour l'après 2020. C'est en Suisse même qu'il convient de le faire en recourant moins à l'achat de certificats à l'étranger. Ainsi, non seulement le climat mais aussi l'économie suisse et l'emploi sortiront gagnants. Car on stimulera davantage l'innovation et les investissements dans les technologies propres de notre pays, ce qui maintiendra et créera des emplois en Suisse plutôt qu'à l'étranger. Comme il faudra arriver à ne plus émettre pratiquement de CO₂ d'ici le milieu du siècle si l'on veut maintenir le réchauffement climatique en-dessous de 2°C et si possible à 1.5°C, autant s'y atteler le plus vite possible. La Chambre du peuple a échoué lors de la session d'hiver à adopter la loi, l'UDC la rejetant et le PS s'abstenant considérant la révision trop frileuse. Travail.Suisse s'activera dès lors auprès du Conseil des Etats pour parvenir à une révision convenable. Mais les décisions qui avaient été prises par le Conseil national – avant son rejet en votation finale – comme le fait de laisser la voie grande ouverte pour l'achat de certificats d'émissions à l'étranger ou le refus de prélever une taxe sur les billets d'avion - vont rendre la tâche ardue. Mais la récente mobilisation populaire pour le climat, en particulier auprès des jeunes, pourrait amener certains partis politiques à revoir leur politique climatique frileuse. Travail.Suisse s'est aussi efforcé d'amener le concept de « transition juste » dans la discussion sur le climat. En effet,

Travail.Suisse veut réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre que ce que prévoit

la nécessité de parvenir à une économie n'émettant pratiquement plus de CO₂ peut mettre en difficulté certaines branches de l'économie avec des répercussions défavorables pour les travailleurs et travailleuses. Dès lors pour gagner la bataille climatique, il faut aussi se soucier de ses effets sociaux. D'où la nécessité de la transition juste. Ce concept figure d'ailleurs dans le préambule de l'Accord de Paris sur le climat. Mais il ne figure nulle part dans la politique climatique suisse. Travail.Suisse continuera donc son travail d'explication pour la transition juste.

Non à l'ouverture totale du marché de l'électricité sans conditions

Travail.Suisse et ses fédérations les plus concernées (FPE et Syna) ont élaboré un document de position intitulé « Marché de l'électricité en transformation et sous pression. Défis à surmonter et propositions pour les salariés » que le Comité a approuvé. Il a été présenté en conférence de presse au début septembre 2018. Il contient des revendications qui sont, d'une part, le besoin d'étendre la formation et la formation continue du personnel pour faire face au changement structurel en cours dans l'économie électrique et, d'autre part, une convention collective de branche car une ouverture totale du marché exercera une pression supplémentaire pour les conditions de travail et les salaires dans la branche. Le timing de la conférence de presse avait été bien choisi car elle a eu lieu peu avant l'envoi en consultation du projet de révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI), contenant aussi l'ouverture complète du marché. Mais les conditions

Travail.Suisse et ses fédérations les plus concernées (FPE et Syna) ont élaboré un docu-

ment de position intitulé « Marché de l'électricité en transformation et sous pression. Défis à surmonter et propositions pour les salariés » que le Comité a approuvé. Il a été présenté en conférence de presse au début septembre 2018. Il contient des revendications qui sont, d'une part, le besoin d'étendre la formation et la formation continue du personnel pour faire face au changement structurel en cours dans l'économie électrique et, d'autre part, une convention collective de branche car une ouverture totale du marché exercera une pression supplémentaire pour les conditions de travail et les salaires dans la branche. Le timing de la conférence de presse avait été bien choisi car elle a eu lieu peu avant l'envoi en consultation du projet de révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI), contenant aussi l'ouverture complète du marché. Mais les conditions

émises par Travail.Suisse n'ont pas été retenues dans cette révision. Nous avons pu néanmoins faire valoir notre point de vue dans la revue mensuelle du Seco, la Vie économique, édition de décembre 2018. Travail.Suisse s'est ainsi logiquement prononcé dans la procédure de consultation contre l'ouverture complète du marché, les conditions requises n'étant pas réunies.

Der Weg in Richtung einer CO₂-armen Wirtschaft

Einsatz für ein ehrgeizigeres Klimaziel

Travail.Suisse will die Treibhausgasemissionen stärker reduzieren, als dies der Entwurf für ein neues Treibhausgasgesetz für die Jahre nach 2020 vorsieht. Diese Senkung muss in der Schweiz vollzogen und darf nicht mit dem Kauf von Zertifikaten im Ausland kompensiert werden. Damit wären nicht nur das Klima, sondern auch die Wirtschaft und die Arbeitsplätze die Gewinner. Denn die Innovation und die Investitionen in saubere Technologien würden im eigenen Land gefördert, was zum Erhalt und zur Schaffung von Arbeitsplätzen in der Schweiz statt im Ausland beitragen würde. Da bis Mitte dieses Jahrhunderts praktisch kein CO₂ mehr ausgestossen werden soll, damit die Klimaerwärmung auf unter 2 Grad oder noch besser bei 1.5 Grad bleibt, macht es Sinn, die Massnahmen so schnell als möglich zu ergreifen. Der Nationalrat hat das Gesetz in der Wintersession nicht verabschiedet, weil die SVP es abgelehnt und die SP es als zu zögerlich beurteilt haben. Travail.Suisse wird sich beim Ständerat für eine vertretbare Revision einsetzen. Allerdings dürfte die Aufgabe angesichts der Entscheide des Nationalrates schwierig werden. Tatsächlich hat die grosse Kammer entschieden, den Kauf von Zertifikaten im Ausland nicht einzuschränken, Ausserdem lehnte sie es ab, auf Flugtickets eine Abgabe zu erheben. Aber die Mobilisierung der Jugend zugunsten des Klimas könnte bei gewissen Parteien ein Umdenken bewirken. Travail.Suisse wird auch das Konzept des gerechten Übergangs in die Klimadiskussion einbringen. Die Notwendigkeit, den CO₂-Ausstoss praktisch zu beseitigen, könnte gewisse Branchen in Schwie-

rigkeiten bringen mit den entsprechenden Auswirkungen auf die Arbeitnehmenden. Im Kampf für das Klima dürfen auch die sozialen Auswirkungen nicht vernachlässigt werden. Deshalb braucht es einen gerechten Übergang. Dieses Konzept ist übrigens in der Präambel des Klimaabkommens von Paris enthalten. Aber es steht nirgends in der Schweizer Klimapolitik. Travail.Suisse wird deshalb seine Arbeit zugunsten des gerechten Übergangs fortführen.

Nein zu einer bedingungslosen Strommarktöffnung

Travail.Suisse und die Mitgliedsverbände Syna und VPE haben ein Positionsdokument mit dem Titel «Der Strommarkt im Wandel und unter Druck. Zu meisternde Herausforderungen und Vorschläge für die Arbeitnehmenden» erarbeitet. Dieses Dokument wurde vom Vorstand verabschiedet und Anfang September der Öffentlichkeit vorgestellt. Es enthält einerseits Forderungen zum Ausbau der Aus- und Weiterbildung des Personals, damit dieses die strukturellen Veränderungen in der Elektrizitätswirtschaft besser bewältigen kann. Andererseits enthält es die Forderung nach einem Branchenarbeitsvertrag, da die vollständige Öffnung des Strommarktes zusätzlichen Druck auf die Arbeitsbedingungen und Löhne in der Branche ausüben wird. Der Zeitpunkt für die Medienkonferenz war gut gewählt. Kurz darauf wurde der Entwurf für die Revision des Stromversorgungsgesetzes in Vernehmlassung geschickt. Diese sieht die vollständige Öffnung des Strommarktes vor. Allerdings wurden die von Travail.Suisse an eine solche Öffnung gestellten Bedingungen nicht berücksichtigt.

Travail.Suisse konnte die eigene Position in der Dezemberausgabe der «Volkswirtschaft», der monatlich erscheinenden Publikation des Seco, erörtern. Travail.Suisse hat sich im Rahmen der Vernehmlassung konsequenterweise gegen die vollständige Strommarktöffnung ausgesprochen.



Diego Frieden, Bernd Frieg, Adrian Wüthrich und Denis Torche (v.l.n.r.) anlässlich der Veröffentlichung des Grundlegendendokuments zum Strommarkt.

Diego Frieden, Bernd Frieg, Adrian Wüthrich et Denis Torche (d.g.à.d.) lors de la publication du document de position sur le marché de l'électricité.

Le centenaire de l'OIT

**Libre-échange:
toujours pas de meilleure
prise en compte des
aspects sociaux**

2018 n'a pas vu de « progrès » dans les négociations commerciales multilatérales.

C'est en particulier

l'accord Tisa sur les services qui n'a pas progressé.

Il faut s'en réjouir car sa conclusion aurait signifié une

évolution peu réversible vers la libéralisation, voire la privatisation de services publics. La Suisse continue à miser sur le développement des accords de libre-échange qu'elle négocie, dans le cadre de l'AELE, avec d'importants partenaires économiques. Un tel accord a pu être conclu avec l'Indonésie en 2018. Concernant la négociation d'un accord avec les pays du Mercosur, une forte opposition des ONG, des milieux paysans mais aussi de solides réserves syndicales ont vu le jour. Travail.Suisse a pu présenter son point de vue sur ce sujet lors d'un atelier tenu dans le cadre de la journée mondiale de l'alimentation sur le thème « l'exportation crée-t-elle des emplois durables » qui s'est tenue au mois d'octobre. Travail.Suisse a aussi présenté conjointement avec l'USS un communiqué de presse invitant le Conseil fédéral à suspendre la révision de l'accord de libre-échange avec la Turquie en raison de la politique actuelle de ce pays violant les droits humains et en particulier les droits syndicaux. Travail.Suisse demande que les dispositions sur les droits humains, du travail et de l'environnement qui figurent dans ces accords soient soumises au mécanisme de l'arbitrage avec, en dernier recours, la possibilité de prendre des sanctions.

**Le centenaire de
l'OIT
en préparation**

La Conférence internationale du travail de l'OIT s'est tenue au début du mois de juin à Genève. Travail.

Suisse a été représenté

cette année par Denis Torche en tant que délégué suppléant et Héléne Agbémégnah, en tant que conseillère technique. Cette année, c'est Héléne Agbémégnah qui a prononcé au nom de la déléga-

tion des travailleurs suisses le discours sur le rapport du Directeur général concernant l'initiative sur les femmes au travail et qui a été très bien reçu. Travail.Suisse apporte aussi sa contribution au Centenaire de l'OIT qui se déroulera en 2019. Pour ce faire, Travail.Suisse s'est impliqué activement dans la rédaction d'une Déclaration des partenaires sociaux, signée le 18 octobre 2018, et prépare un événement en collaboration avec son œuvre d'entraide Brücke

- Le pont qui aura lieu en mai 2019. Par ailleurs, une interpellation a été déposée au Parlement par notre président et conseiller national Adrian Wüthrich, demandant d'évaluer l'engagement de la Suisse par rapport à la stratégie suisse de OIT et, en particulier, s'il ne faudrait pas ratifier plus de conventions internationales du travail à l'occasion du centenaire de l'organisation.



Unterzeichnung der Erklärung der Sozialpartner zur Zukunft der Sozialpartnerschaft.

Signature de la déclaration des partenaires sociaux au sujet de l'avenir du partenariat social.

100 Jahre ILO

Freihandel: Noch immer werden die sozialen Aspekte vernachlässigt

2018 konnten in den multilateralen Verhandlungen keine Fortschritte erzielt werden. Der Stillstand beim Abkommen Tisa über den Handel mit Dienstleistungen ist allerdings erfreulich, da ein Abschluss eine nicht umkehrbare Entwicklung Richtung Liberalisierung bedeutet, ja sogar zur Privatisierung von Service-public-Leistungen geführt hätte. Die Schweiz setzt weiterhin auf Freihandelsabkommen, die sie im Rahmen der EFTA mit wichtigen Wirtschaftspartnern aushandelt. Ein solches Abkommen konnte 2018 mit Indonesien abgeschlossen werden. Bezüglich eines Abkommens mit den Mercosur-Staaten ist ein starker Widerstand der Nichtregierungsorganisationen und von bäuerlichen Kreisen aufgekommen, aber auch die Gewerkschaften haben Vorbehalte angemeldet. Travail.Suisse konnte den eigenen Standpunkt im Oktober im Rahmen einer Workshops anlässlich des Welternährungstages zum Thema «Schafft Export nachhaltige Arbeitsplätze?» präsentieren. Gemeinsam mit dem SGB hat Travail.Suisse den Bundesrat eingeladen, die Erneuerung des Freihandelsabkommens mit der Türkei wegen der dort herrschenden politischen Lage und der Verletzung der Menschen- und Gewerkschaftsrechte aufzuschieben. Travail.Suisse fordert, dass für die in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen zu den Menschenrechten, zu den Arbeits- und zu den Umweltrechten ein Schiedsverfahren und als letztes Mittel die Möglichkeit von Sanktionen vorgesehen werden.

Vorbereitung des 100-Jahr-Jubiläum der ILO

Die Internationale Arbeitskonferenz der ILO hat Anfang Juni in Genf stattgefunden. Travail.Suisse wurde an dieser Konferenz durch Denis Torche (stellvertretender Delegierter) und Héléne Agbémégnah (technische Beraterin) vertreten. Héléne Agbémégnah hat im Namen der Arbeitnehmendendelegation den Bericht des Generaldirektors über die Frauen und die Arbeit präsentiert und dafür viel Lob erhalten. Travail.Suisse wird auch einen Beitrag zum 100-Jahr-Jubiläum der ILO, das 2019 ansteht, leisten. Dazu hat sich Travail.Suisse aktiv an der Ausarbeitung einer Erklärung der Sozialpartner beteiligt, die am 18. Oktober 2018 unterzeichnet worden ist. Zudem wird Travail.Suisse in Zusammenarbeit mit Brücke • Le pont im Mai eine Veranstaltung durchführen, wo das Jubiläum im Mittelpunkt stehen wird.



Héléne Agbémégnah äussert sich anlässlich der Session der Internationalen Arbeitskonferenz zu der Situation der Frauen auf dem Arbeitsmarkt.

Héléne Agbémégnah se prononce lors de la session de la Conférence internationale du travail sur la situation des femmes sur le marché du travail.

Pour l'économie mais aussi pour l'AVS

De la RIE III à la RFFA

Après le rejet de la réforme de l'imposition des entreprises par le peuple le 12 février 2017 avec presque 60% de non, le Conseil fédéral a rapidement jeté les bases d'une nouvelle réforme, le Projet fiscal 17. Envoyé en consultation en automne 2017, il réduisait les pertes fiscales pour la Confédération à environ 700 millions de francs et prévoyait un contre-financement de l'économie par une augmentation de l'imposition des dividendes et une augmentation des montants minimaux des allocations familiales de 30 francs. Les Chambres fédérales ont traité du Projet fiscal 17 en 2018 et, prenant tout le monde de cours, le Conseil des Etats a adopté un modèle de compensation complètement nouveau en prévoyant de compenser pour l'AVS les pertes fiscales de deux milliards de francs. Ce compromis a tenu bon et le Conseil national ne l'a pas modifié. La loi relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA) a été ainsi adoptée à la session d'automne des chambres fédérales. Travail.Suisse est parvenu à la conclusion qu'il n'est guère possible d'aboutir à un meilleur compromis au niveau fédéral. Certes, dans plusieurs cantons, les pertes fiscales seront importantes. Mais pour les combattre, il faut miser d'abord sur les instruments de la démocratie directe dans les cantons. Le Comité a décidé de dire oui à la RFFA et s'engagera dans ce sens dans la campagne de votation au premier semestre 2019, celle-ci étant agendée pour le mois de mai.

Economies excessives

Le frein à l'endettement a continué à être critiqué par Travail.Suisse en 2018 car les excé-

dents budgétaires servent à réduire la dette de la Confédération alors qu'on pourrait, au moins en partie, les affecter à des investissements ; d'autant plus que le taux d'endettement de la Confédération n'a cessé de baisser au cours des derniers dix ans. Le rapport d'experts commandé par le Conseil fédéral sur ce sujet conclut que les erreurs d'estimation de ces dernières années entre le budget et les comptes devraient se réduire et ne voit donc pas de nécessité immédiate d'agir. Mais comme une nouvelle fois l'erreur d'estimation est très importante entre le budget 2018 et les comptes 2018, on a des arguments de plus en plus solides pour revoir le fonctionnement du frein à l'endettement.

Document sur le service public actualisé

Le document de position sur le service public a été actualisé car il datait de 2009. Il prend en considération les défis que pose la numérisation et introduit des domaines nouveaux de service public comme l'audiovisuel. Ce nouveau document de position a été présenté lors d'une conférence de presse sur le service public qui s'est tenue le 30 janvier 2018 et qui a mis notamment l'accent sur notre action contre l'initiative « no Billag ». Travail.Suisse a pris aussi position en détail sur le projet de nouvelle loi sur les médias électroniques envoyé en consultation.

Un sujet de préoccupation concerne le réseau postal avec la suppression d'un nombre considérable d'offices postaux. Travail.Suisse a soutenu à cette fin plusieurs interventions parlementaires pour y mettre des conditions régionales et sociales (critères d'ac-

cès régionaux, formation du personnel des agences, surveillance etc.). Cette pression politique a conduit à la révision de l'ordonnance sur la Poste. Bien que celle-ci apporte quelques améliorations sur le plan de l'accessibilité et des processus décisionnels, elles ne suffisent pas à inverser la tendance à la réduction massive des offices de poste.

En revanche, sur le plan de l'administration fédérale, plusieurs motions s'attaquant aux droits du personnel, en particulier la compensation du renchérissement, ont pu être combattues avec succès notamment grâce au lobbying exercé par Transfair et relayé par Travail.Suisse, notamment via son service médias perspective de la session.

Für die Wirtschaft, aber auch für die AHV

Von der USR III zur StAF

Nach der Ablehnung der Unternehmenssteuerreform III durch die Stimmbevölkerung am 12. Februar 2017 – der

Nein-Stimmenanteil lag bei fast 60 Prozent – präsentierte der Bundesrat rasch die Grundzüge der neuen Reform, der Steuervorlage 17. Diese Vorlage wurde im Herbst 2017 in Vernehmlassung geschickt. Sie reduzierte die Steuerausfälle um 700 Millionen Franken und sah durch die Erhöhung der Dividendenbesteuerung und eine Erhöhung um 30 Franken der Mindestansätze der Kinderzulagen eine Gegenfinanzierung der Wirtschaft vor. Die Steuervorlage 17 kam 2018 in die eidgenössischen Räte. Der Ständerat überraschte alle mit der Verabschiedung eines völlig neuen Kompensationsmodells. Dieses sieht vor, die Steuerausfälle von 2 Milliarden Franken über die AHV zu kompensieren. Dieser Vorschlag überstand die parlamentarischen Beratungen ohne Änderung. Das Gesetz zur Steuerreform und AHV-Finanzierung (StAF) wurde in der Herbstsession von den eidgenössischen Räten verabschiedet. Travail.Suisse ist zum Schluss gekommen, dass auf eidgenössischer Ebene kein besserer Kompromiss erreicht werden kann. In mehreren Kantonen wird es zu erheblichen Steuerausfällen kommen, diese müssen aber auf kantonaler Ebene mit den zur Verfügung stehenden direktdemokratischen Mitteln bekämpft werden. Der Vorstand hat entschieden, die StAF zu unterstützen und sich im Rahmen der entsprechenden Kampagne für die Annahme dieser Vorlage einzusetzen. Die Abstimmung wird im Mai 2019 stattfinden.

Übertriebene Sparmassnahmen

Travail.Suisse übte auch 2018 Kritik an der Schuldenbremse. Die Rechnungsüberschüs-

se werden für den Schuldenabbau des Bundes eingesetzt, obwohl zumindest ein Teil davon auch für Investitionen gebraucht werden könnte. Dies umso mehr als die Schuldenquote des Bundes in den letzten zehn Jahren kontinuierlich gesunken ist. Der vom Bundesrat in Auftrag gegebene Expertenbericht geht davon aus, dass sich die Schätzungsfehler zwischen Budget und Rechnung reduzieren, und ortet deshalb keinen unmittelbaren Handlungsbedarf. Da die Differenz zwischen dem Budget 2018 und der Rechnung 2018 aber erneut sehr gross ist, werden die Argumente für eine Überarbeitung der Schuldenbremse immer stichhaltiger.

Dokument zum Service public wurde überarbeitet

Das aus dem Jahre 2009 stammende Positionsdokument zum Service

public wurde 2018 überarbeitet. Das Dokument geht auf die Herausforderungen der Digitalisierung ein und integriert neue Felder des Service public wie zum Beispiel den audiovisuellen Bereich. Das neue Positionsdokument wurde anlässlich einer Medienkonferenz am 30. Januar 2018 der Öffentlichkeit vorgestellt. Dabei wurde auch das Engagement von Travail.Suisse gegen die No-Billag-Initiative thematisiert. Travail.Suisse nahm zudem detailliert zum neuen Gesetz über die elektronischen Medien Stellung,

das in Vernehmlassung geschickt worden ist.

Sorgen bereitete Travail.Suisse 2018 aufgrund der drohenden Schliessung einer erheblichen Zahl von Poststellen das Poststellennetz. Travail.Suisse unterstützte in diesem Zusammenhang mehrere parlamentarische Vorstösse, die den Umbau des Poststellennetzes an regionale und soziale Kriterien knüpfen wollen (regionale Erreichbarkeitskriterien, Ausbildung des Personals, Aufsicht usw.). Dieser politische Druck war Anlass für die Revision der Postverordnung. Obwohl diese einige Verbesserungen in Bezug auf die Erreichbarkeit und die Entscheidungsprozesse enthält, dürfte sie den massiven Abbau von Poststellen kaum stoppen.

Auf der Ebene der Bundesverwaltung konnten dank der Lobbyarbeit von transfair und Travail.Suisse mehrere Vorstösse abgewehrt werden, welche die Rechte des Bundespersonals in Frage stellten. So konnte zum Beispiel die Streichung des Teuerungsausgleichs im Bundespersonalgesetz verhindert werden.

Le président de Travail.Suisse désormais au Conseil national

Adrian Wüthrich devient membre du Parlement fédéral

Le 29 mai 2018, le président de Travail.Suisse, Adrian Wüthrich, a été assermenté comme conseiller national. Il a

repris le siège d'Alexander Tschäppät qui décéda peu auparavant. En tant que membre de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC), il va se pencher d'abord sur des questions de formation. La thématique de l'égalité est aussi de la compétence de cette commission. C'est la CSEC qui a mené les discussions préparatoires sur la loi sur l'égalité. Le congé paternité est aussi traité par la CSEC, thème où Travail.Suisse a le lead avec son initiative « Pour un congé paternité raisonnable – en faveur de toute la famille ». « Je me réjouis énormément, après les nombreuses années passées au Grand Conseil du canton de Berne, de pouvoir faire de la politique au niveau national », affirma Adrian Wüthrich avant son début au Parlement. « Je vais défendre avec force les thèmes principaux qui me sont chers du congé paternité et de la conciliation entre la vie professionnelle et familiale mais aussi les autres intérêts qui concernent les travailleurs et travailleuses ». A côté d'Adrian Wüthrich, il faut aussi noter la présence en tant que conseiller national de Jacques-André Maire, vice-président de Travail.Suisse. Alors que Jacques-André Maire ne se représentera pas pour les élections fédérales de l'automne 2019, Adrian Wüthrich se portera une nouvelle fois candidat.

La Suisse doit ratifier plus de conventions internationales du travail de l'OIT

Adrian Wüthrich a déposé une interpellation au Parlement demandant

d'évaluer l'engagement de la Suisse par rapport à la stratégie suisse de OIT et, en particulier, s'il ne faudrait pas ratifier plus de conventions internationales du travail à l'occasion du centenaire de l'organisation.

Bénévoles dans le travail de « care »: une nouvelle forme de bonification AVS

Le vice-président de Travail.Suisse, le Conseiller national Jacques-André Maire, a dé-

posé un postulat demandant une reconnaissance du travail réalisé par les bénévoles qui s'engagent dans des tâches de care. Cette reconnaissance pourra prendre la forme d'une nouvelle forme de bonification dans l'AVS, soit un supplément de rente, en fonction du nombre d'années de l'engagement au service d'associations et organisations reconnues d'utilité publique. Le Conseil fédéral est opposé à ce postulat et le sujet est en attente de traitement au Parlement.

Rencontre avec les parlementaires sur des thèmes actuels

Lors des sessions de printemps et d'automne, Travail.Suisse mène un échange avec les membres du Parle-

ment fédéral sur des thèmes actuels. La rencontre

lors de la session de printemps a été dévolue à la formation professionnelle 2030. C'est sous ce titre que les partenaires de la formation professionnelle ont développé une vision commune et des lignes directrices stratégiques avec le but de trouver des réponses nouvelles et judicieuses aux défis actuels et futurs de la formation professionnelle. L'événement prévu lors de la session d'automne a été repoussé pour des questions de calendrier à la session d'hiver et traita de la problématique des proches aidants. On discuta en particulier du fait de savoir si le projet de loi proposé par le Conseil fédéral suffit pour décharger suffisamment les proches aidants.

Travail.Suisse est aussi organisateur et participant aux rencontres du groupe parlementaire pour le travail qui ont lieu lors des sessions d'été et d'hiver. La rencontre du premier semestre fut consacrée au thème « Le partenariat social suisse: mythe, réalité et besoin d'agir politique ». Celle qui eut lieu pendant la session d'hiver eut comme objet « l'égalité des femmes dans la vie active – comment continuer? ».

Travail.Suisse-Präsident neu im Nationalrat

Adrian Wüthrich wird Mitglied des eidgenössischen Parlaments

Am 29. Mai 2018 wurde Travail.Suisse-Präsident Adrian Wüthrich als Nationalrat

vereidigt. Er übernahm den Sitz des verstorbenen Alexander Tschäppät. Als Mitglied der Kommission für Wirtschaft, Bildung und Kultur (WBK) wird er sich vor allem mit Bildungsfragen befassen. In die Kompetenz der WBK fällt aber auch das Thema der Gleichstellung. So war es die WBK, die das Gleichstellungsgesetz vorberaten hat; und so gehört auch der Vaterschaftsurlaub, wo Travail.Suisse mit der Volksinitiative «Für einen vernünftigen Vaterschaftsurlaub» eine führende Rolle spielt, zu den Geschäften der WBK. «Ich freue mich sehr, nach vielen Jahren als Grossrat des Kantons Bern auf nationaler Ebene Politik machen zu dürfen», betonte Adrian Wüthrich vor seinem Einzug in die grosse Parlamentskammer. «Ich werde mit Nachdruck meine Schwerpunktthemen Vaterschaftsurlaub und Vereinbarkeit von Beruf und Familie, aber auch sonst alle Interessen, welche die Arbeitnehmenden betreffen, vertreten.» Neben Adrian Wüthrich ist auch Jacques-André Maire, Vizepräsident von Travail.Suisse, Mitglied des Nationalrates. Während Jacques-André Maire im Herbst 2019 nicht mehr zu den Wahlen antreten wird, wird Adrian Wüthrich erneut kandidieren.

Schweiz soll zusätzliche ILO-Übereinkommen ratifizieren

Adrian Wüthrich hat im Parlament eine Interpellation eingereicht mit der

Forderung, das Engagement der Schweiz im Zusammenhang mit ihrer Strategie bei der ILO zu evaluieren und insbesondere die Möglichkeit zu prüfen, aus Anlass des 100-jährigen Bestehens der ILO zusätzliche Übereinkommen zu ratifizieren.

Freiwillige in der Care-Arbeit: eine neue Art AHV-Gutschriften

Travail.Suisse-Vizepräsident und Nationalrat Jacques-André Maire hat ein Postulat eingereicht mit der Forderung, die von Freiwilligen geleistete Care-Arbeit

zu anerkennen. Diese Anerkennung kann in Form einer neuen Form von Gutschrift in der AHV erfolgen, die zum Zeitpunkt des Altersrücktritts eine höhere Rente bewirkt je nach Umfang und Dauer des Einsatzes im Rahmen anerkannter gemeinnütziger Organisationen. Der Bundesrat hat dieses Postulat abgelehnt. Das Parlament hat sich noch nicht damit befasst.

Sessionsanlässe zu aktuellen Themen

Jeweils in der Frühlings- und Herbstsession führt Travail.Suisse einen Austausch mit Mitgliedern des eidgenössischen Parlaments zu aktuellen Themen durch. Der Anlass in der Frühlingssession war der Berufsbildung 2030 gewidmet. Unter diesem Titel haben die Verbundpartner eine gemeinsame Vision und strategische Leitlinien entwickelt mit dem Ziel, kluge und neue Antworten auf die aktuellen und künftigen Herausforderungen bei der Berufsbildung zu finden. Der in der Herbstsession geplante Anlass wurde aus terminlichen Gründen auf die Wintersessi-

on verschoben und befasste sich mit der Thematik der betreuenden und pflegenden Angehörigen. An diesem Anlass ging Travail.Suisse mit einigen Mitgliedern des Parlaments der Frage nach, ob der vom Bundesrat präsentierte Gesetzesvorschlag genügt, um die betreuenden und pflegenden Angehörigen zu entlasten.

Travail.Suisse ist jeweils auch Veranstalterin und Teilnehmerin der Anlässe der parlamentarischen Gruppe für Arbeit, die in der Sommer- und Wintersession durchgeführt werden. Die Veranstaltung im ersten Halbjahr war dem Thema «Die Schweizer Sozialpartnerschaft: Mythos, Realität und politischer Handlungsbedarf» gewidmet. Die Veranstaltung in der Wintersession befasste sich mit dem Thema «Gleichstellung der Frauen im Erwerbsleben – wie weiter?».



Adrian Wüthrich bei seiner Vereidigung als Nationalrat zwischen Aline Trede und Flavia Wasserfallen.

Adrian Wüthrich lors de son assermentation comme conseiller national entre Aline Trede et Flavia Wasserfallen.

Campagnes de votation animées – résultats clairs

Il y a eu quatre fois des votations fédérales en 2018 concernant plus de dix objets.

Un oui clair au service public audiovisuel

Les votations fédérales du 4 mars 2018 avaient comme objet

l'Arrêté fédéral sur le nouveau régime financier et l'initiative « Oui à la suppression des redevances radio et télévision » mieux connue sous le nom de l'initiative NO Billag. Et c'est cette dernière surtout qui fit couler beaucoup d'encre, comme en témoigne le taux de participation d'environ 54 pour cent, plus élevé que la moyenne, 71.6 pour cent des votant·e·s et tous les cantons rejetèrent l'initiative, ce qui représente un soutien au service public audiovisuel. On ne s'était pas attendu à un résultat aussi clair au début de la campagne de votation car les débats étaient animés et très émotionnels.

Travail.Suisse s'est engagé contre l'initiative No Billag car elle aurait de facto mis fin au service public audiovisuel avec la suppression des redevances et l'interdiction de toute subvention des canaux de diffusion radio et TV. Ce n'est pas seulement la SSR mais aussi de nombreux diffuseurs privés locaux et régionaux qui auraient été touchés par les conséquences d'une acceptation de l'initiative. Travail.Suisse s'est réjoui du rejet de l'initiative No Billag tout en demandant parallèlement une réflexion objective sur le rôle futur du service public audiovisuel. Il en va en particulier de l'adaptation et de la poursuite du développement des contenus pour les groupes de la population qui menacent de tourner le dos au service public audiovisuel et d'étendre

l'offre sur de nouveaux supports comme Internet.

Le deuxième objet a été bien moins contesté. L'Arrêté fédéral sur le nouveau régime financier 2021 a été accepté par 84.1 pour cent des votant·e·s. Il permet à la Confédération de prélever l'impôt fédéral direct et la TVA pour la période 2021 à 2035. Travail.Suisse avait recommandé de dire oui mais aurait salué le fait que l'on ancre définitivement aussi bien l'impôt fédéral direct que la TVA dans la Constitution fédérale.

Pas d'expérimentations risquées

Les votations fédérales du 10 juin 2018 eurent comme objet l'initiative

monnaie pleine et la loi fédérale sur les jeux d'argent et agitèrent beaucoup moins les esprits que celles de début mars, en témoigne le relativement bas taux de participation de 34.5 pourcent.

L'initiative populaire « Pour une monnaie à l'abri des crises : émission monétaire uniquement par la Banque nationale! (Initiative Monnaie pleine) » a été très clairement rejetée avec 75.7 pour cent des voix. Aucun canton ne l'accepta. Travail.Suisse avait aussi recommandé de dire non avec l'argument que l'introduction d'un tel système aurait un caractère expérimental engendrant de grandes incertitudes. C'est avec les règles du Too-big-to-fail, de la stratégie de l'argent propre ou l'échange automatique d'informations que l'on peut poursuivre la nécessité d'avoir davantage de stabilité sur les marchés financiers et non pas par une expérimentation à haut risque.

La loi fédérale sur les jeux d'argent a été clairement acceptée par 72.9 pour cent des voix. Travail.

Suisse n'avait pas émis de recommandation de vote sur cet objet du fait qu'il ne concernait pas directement les intérêts des travailleurs et travailleuses.

Voies cyclables et alimentation au menu

Les votations fédérales du 23 septembre 2018 avaient comme objet l'encouragement

des voies cyclables et la production et l'importation de denrées alimentaires. L'Arrêté fédéral sur les voies cyclables et les chemins et sentiers pédestres – un contre-projet direct à l'initiative vélo – a été accepté par 73.6 pour cent des voix. Travail.Suisse avait recommandé de dire oui. L'initiative populaire « Pour des denrées alimentaires saines ou produites dans des conditions équitables et écologiques » ou « Fair-Food-Initiative » a été rejetée par 61.3 pour cent des voix. 4 cantons ont dit oui. L'initiative populaire « Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous » a été rejetée par 68.4 pour cent des voix. 4 cantons ont également dit oui. Travail.Suisse n'avait pas émis de recommandation de vote sur ces deux objets. La participation a été de 37.5 pourcent.

Fin de non-recevoir pour l'initiative pour l'autodétermination

Les paysans ne seront pas récompensés financièrement s'ils laissent les cornes à leurs vaches; la

Constitution fédérale ne primera pas sur les droits populaires et les détectives des assurances sociales pourront à l'avenir surveiller les assurés : ainsi en ont décidé les citoyens et citoyennes suisses lors

Hitzige Abstimmungskämpfe – klare Resultate

Im Berichtsjahr fanden auf eidgenössischer Ebene vier Urnengänge statt. Abgestimmt wurde insgesamt über zehn Vorlagen.

Deutliches Ja zum audiovisuellen Service public

Die Volksabstimmung vom 4. März 2018 war dem Bundesbeschluss über die neue Finanzordnung 2021 sowie

der Initiative «Ja zur Abschaffung der Radio- und Fernsehgebühren», besser bekannt als No-Billag-Initiative, gewidmet.

Zu reden gab vor allem die No-Billag-Initiative. Die Vorlage lockte mit rund 54 Prozent überdurchschnittlich viele Stimmberechtigte an die Urne. 71.6 Prozent der Stimmenden und sämtliche Stände lehnten die Initiative ab und stellten sich damit hinter den medialen Service public. Dass das Resultat so deutlich ausfallen würde, war zu Beginn des Abstimmungskampfes nicht zu erwarten. Die Debatte verlief hitzig und emotional.

Travail.Suisse engagierte sich mit Nachdruck gegen die No-Billag-Initiative. Diese hätte dem audiovisuellen Service public mit der Abschaffung der Gebühren und dem Verbot jeglicher Subventionierung der Radio- und Fernsehkanäle de facto ein Ende gesetzt. Nicht nur die SRG, sondern auch zahlreiche lokale und regionale Privatsender wären von den Folgen einer Annahme der Initiative betroffen gewesen. Travail.Suisse freute sich über die Ablehnung der No-Billag-Initiative, forderte aber gleichzeitig eine objektive Reflexion über die künftige Rolle des audiovisuellen Service public. So gelte es unter anderem die Inhalte für jene Personengruppen anzupassen und weiterzuentwickeln, die sich vom

audiovisuellen Service public abzuwenden drohen, und das Angebot auf den neueren Übertragungsmedien wie dem Internet auszubauen.

Weniger umstritten war die zweite Vorlage, die am 4. März 2018 zur Abstimmung kam. Der Bundesbeschluss über die neue Finanzordnung 2021 wurde denn auch mit 84.1 Prozent Ja-Stimmen angenommen. Die neue Finanzordnung befugt den Bund, ab 2021 bis 2035 die direkte Bundessteuer und die Mehrwertsteuer zu erheben. Travail.Suisse hatte die Ja-Parole zur neuen Finanzordnung beschlossen, hätte es allerdings begrüsst, wenn sowohl die direkte Bundessteuer als auch die Mehrwertsteuer definitiv in der Bundesverfassung verankert worden wären.

Keine riskanten Experimente

Am 10. Juni 2018 kamen die Vollgeldinitiative und das Geldspielgesetz zur Abstimmung. Diese Abstimmung erhitze die Gemüter weit weniger stark als die Abstimmung von Anfang März. Darauf lässt auch die relativ tiefe Stimmbeteiligung von 34.5 Prozent schliessen.

Die Volksinitiative «Für krisensicheres Geld: Geldschöpfung allein durch die Nationalbank! (Vollgeld-Initiative)» wurde mit 75.7 Prozent der Stimmen sehr deutlich abgelehnt. Kein einziger Stand stimmte zu. Travail.Suisse hatte ebenfalls die Nein-Parole gefasst und argumentiert, dass die Einführung eines Vollgeldsystems starken Versuchscharakter hätte und mit grossen Unsicherheiten verbunden wäre. Das Anliegen von mehr Stabilität auf dem Finanzmarkt sei mit Too-big-to-fail-Regeln, einer Weissgeldstrategie oder dem automatischen Informationsaustausch zu verfolgen und nicht mit einem hochriskanten Experiment.

Das Bundesgesetz über Geldspiele, kurz Geldspielgesetz, wurde mit 72.9 Prozent Ja-Stimmen klar angenommen. Travail.Suisse hatte keine Abstimmungsempfehlung zu dieser Vorlage gefasst angesichts der Tatsache, dass die Vorlage die Interessen der Arbeitnehmenden nicht direkt betraf.

Velowege und Ernährung im Fokus

Bei der Abstimmung vom 23. September 2018 ging es um die Förderung von Velowegen

und die Produktion und den Import von Nahrungsmitteln. Der Bundesbeschluss über die Velowege sowie die Fuss- und Wanderwege – es handelte sich um einen direkten Gegenentwurf zur Veloinitiative – wurde mit einem Ja-Anteil von 73.6 Prozent gutgeheissen. Travail.Suisse hatte diese Vorlage mit der Ja-Parole unterstützt. Die Volksinitiative «Für gesunde sowie umweltfreundlich und fair hergestellte Lebensmittel» oder «Fair-Food-Initiative» wurde mit 61.3 Prozent der Stimmen abgelehnt. Vier Stände stimmten dem Begehren zu. Die Volksinitiative «Für Ernährungssouveränität. Die Landwirtschaft betrifft uns alle» wurde mit 68.4 Prozent Nein-Stimmen verworfen. Auch diese Initiative wurde von vier Ständen gutgeheissen. Travail.Suisse hatte zu diesen beiden Vorlagen keine Parole beschlossen. Die Stimmbeteiligung lag bei 37.5 Prozent.

Abfuhr für Selbstbestimmungsinitiative

Bauern werden nicht finanziell belohnt, wenn sie ihren Kühen die Hörner wachsen lassen. Die Schweizer Bundesverfassung steht nicht

des votations fédérales du 25 novembre 2018. Il s'agit concrètement de « L'initiative pour les vaches à cornes », de « L'initiative pour l'autodétermination » (Le droit suisse au lieu des juges étrangers) et d'une base légale pour la surveillance des assurés. L'initiative pour les vaches à cornes a été rejetée par 54.7 pourcent des voix (6 cantons ont accepté l'initiative). L'initiative pour l'autodétermination a été sèchement envoyée au tapis par 66.2 pour cent des voix, pas un seul canton ne l'acceptant. La base légale pour

la surveillance des assurés a été acceptée par 64.7 pour cent des voix. Le taux de participation à ces objets a été de 47.3 pour cent.

Travail.Suisse avait recommandé de rejeter l'initiative pour l'autodétermination et s'est réjoui de ce résultat clair. L'initiative aurait mis en danger notamment les droits des travailleurs reconnus internationalement. Travail.Suisse s'était en revanche opposé à la surveillance des assurés par des détectives des assurances sociales en estimant que « la modification

de la base légale avait été effectuée trop hâtivement et avec négligence, formulée de manière vague et peu claire ». Il n'aurait pas dû être possible que des détectives des assurances sociales puissent surveiller des assurés sans qu'une instance externe examine préalablement s'il existe un soupçon suffisamment fondé.

Information et relations publiques

Le Conseil fédéral rejette le congé paternité

Après le dépôt l'an passé par Travail.Suisse en collaboration avec alliance F, männer.ch et Pro Familia de 107 000 signatures validées pour 20 jours de congé paternité, le Conseil fédéral a pris position sur l'initiative le 1er juin 2018 contre toute forme de congé paternité ancré dans la loi.

Ce fut une grande déception et de très nombreux pères se rassemblèrent sur la place fédérale pour montrer qu'ils veulent prendre leurs responsabilités à la maison, et cela dès le 1^{er} jour. Cette action a suscité beaucoup d'écho, répercuté dans tous les médias importants, de la télévision suisse à la première page du Blick. La pression a été suffisante pour que la commission sociale du Conseil des Etats élabore un contre-projet. Il a repris tous les points centraux de l'initiative sauf malheureusement celui de la durée, la fixant seulement à deux semaines. La procédure de consultation sur le contre-projet a été ouverte le 6 novembre 2018. Travail.Suisse, tout comme l'association « Le congé paternité maintenant! », ont pris position en indiquant clairement que quatre semaines sont déjà un compromis.

Conférences de presse et campagnes: faire connaître les positions et convaincre

Travail.Suisse a invité les médias en 2018 à différentes conférences de presse et leur a présenté des revendications concernant les travailleurs et travailleuses. Lors de la première conférence de presse qui eut lieu le 30 janvier, on présenta le document de position « Un service public fort : fondement du développement économique, social et écologique de la Suisse », en collaboration avec les fédérations membres Syna et transfair ainsi qu'avec la commission de jeunesse de Travail.Suisse. Le but fut de montrer qu'il faut renforcer le service public, vu comme la colonne vertébrale de la Suisse. Le document sur le service public a aussi servi d'argumentaire fort contre l'initiative No Billag qui fut soumise au vote le 4 mars. Travail.Suisse s'était engagé fortement pour un non à cette initiative dangereuse car, sans redevance, de puissantes entreprises auraient pu influencer le

compte-rendu médiatique et étouffer la voie des travailleurs et travailleuses.

Travail.Suisse a présenté un autre document de position le 30 avril cette fois-ci sur le point fort de l'égalité. Le document de position. « Egalité hommes-femmes aujourd'hui et demain » présente 28 revendications pour plus de liberté de choix afin de garantir la qualité de vie des travailleurs et travailleuses. Avec le plan d'action « conciliation », présenté par Travail.Suisse le 17 décembre, de nombreuses revendications ont été lancées. Les deux documents de position serviront de base pour des interventions politiques, des campagnes et des actions à Travail.Suisse qui se dérouleront dans un horizon dépassant largement celui de l'actuelle législature.

Le 9 août et le 18 décembre 2018, Travail.Suisse a présenté avec Syna, transfair et Hotel & Gastro Union d'abord les revendications salariales pour 2019 et ensuite, à la fin de l'année, les résultats des négociations. Malgré le fait que l'économie suisse a carburé à plein régime et a cru de 3 pourcent en

über dem Völkerrecht. Und Sozialdetektive dürfen künftig Versicherte überwachen. So hat die Schweizer Stimmbevölkerung am 25. November entschieden. Konkret ging es um die «Hornkuh-Initiative», die «Selbstbestimmungs-Initiative» («Schweizer Recht statt fremde Richter») sowie eine gesetzliche Grundlage für die Überwachung von Versicherten. Die Hornkuhinitiative wurde mit 54.7 Prozent Nein-Stimmen abgelehnt (immerhin sechs Stände nahmen die Initiative an). Die Selbstbestimmungsinitiative

wurde mit 66.2 Prozent Nein-Stimmen – kein einziger Kanton stimmte dem Volksbegehren zu – deutlich bachab geschickt. Die gesetzliche Grundlage für die Überwachung von Versicherten wurde mit 64.7 Prozent Ja-Stimmen gutgeheissen. 47.3 Prozent der Stimmberechtigten gaben ihre Stimme zu diesen drei Vorlagen ab.

Travail.Suisse hatte die Selbstbestimmungsinitiative zur Ablehnung empfohlen und freute sich entsprechend über das klare Resultat. Die Initiative

hätte unter anderem die international abgestützten Rechte der Arbeitnehmenden gefährdet. Der Überwachung von Versicherten durch Sozialdetektive stand Travail.Suisse hingegen ablehnend gegenüber. «Die Gesetzesänderung ist ein unsorgfältig ausgearbeiteter Schnellschuss, der schwammig formuliert ist und zu viel unklar lässt», begründete Travail.Suisse die ablehnende Haltung. Es dürfe nicht sein, dass Sozialdetektive Versicherte überwachen, ohne dass eine externe Stelle überprüft, ob der Anfangsverdacht ausreicht.

Informations- und Öffentlichkeitsarbeit

Vaterschaftsurlaub: Bundesrat wehrt ab

Nachdem Travail.Suisse im vergangenen Jahr gemeinsam mit alliance F, männer.ch und Pro Familia Schweiz 107 000 beglaubigte Unterschriften für 20 Tage Vaterschaftsurlaub eingereicht hatte, hat der Bundesrat am 1. Juni 2018 Stellung zur Initiative bezogen. Und zwar grundsätzlich gegen jegliche Art von gesetzlich verankertem Vaterschaftsurlaub.

Die Enttäuschung war gross und unzählige Väter trafen sich auf dem Bundesplatz, um zu zeigen, dass sie zu Hause Verantwortung übernehmen wollen – und das vom ersten Tag an. Diese Aktion stiess auf viel Resonanz, vom Schweizer Fernsehen bis zur Titelseite des Blicks nahmen sie alle Leitmedien auf. Der Druck war gross genug, dass die sozialpolitische Kommission des Ständerats einen Gegenentwurf ausarbeitete. Dieser Gegenentwurf übernahm alle Eckpunkte der Vaterschaftsurlaubs-Initiative, geizte aber leider bei der Dauer: Zwei Wochen sollen den Vätern genügen. Am 6. November 2018 wurde das Vernehmlassungsverfahren für den Gegenentwurf eröffnet und Travail.Suisse wie auch der Verein «Vater-

schaftsurlaub jetzt!» nahmen Stellung. Der Tenor ist klar: Die vier Wochen sind bereits ein Kompromiss.

Medienkonferenzen und Kampagnen: Positionen bekannt machen und Überzeugungsarbeit leisten

Travail.Suisse lud die Medienschaffenden im Jahr 2018 zu verschiedenen Medienkonferenzen ein und stellte ihnen arbeitnehmerrelevante Forderungen vor. An der ersten Medienkonferenz am 30. Januar konnte mit dem Positionspapier «Ein starker Service public: Grundlage der wirtschaftlichen, sozialen und ökologischen Entwicklung der Schweiz» in Zusammenarbeit mit den Mitgliedsverbänden Syna und transfair und der Jugendkommission Jeunesse. Suisse ein erster Meilenstein präsentiert werden. Das Ziel war klar: Der Service public soll als Rückgrat der Schweiz gestärkt werden. Mit dem Service public-Papier wurde ausserdem ein starkes Argumentarium gegen die No Billag-Initiative geschaffen, über die am

4. März abgestimmt wurde. Travail.Suisse hatte sich stark für ein Nein zu dieser gefährlichen Initiative eingesetzt, denn ohne Gebühren hätten finanzstarke Unternehmen die Berichterstattung beeinflussen und die Stimme der Arbeitnehmenden ausschalten können.

Am 30. April präsentierte Travail.Suisse ein weiteres Positionspapier, diesmal zum Schwerpunktthema Gleichstellung. Das Positionspapier «Gleichstellung von Frau und Mann heute und morgen» stellt 28 Forderungen für mehr Wahlfreiheit und zur Gewährleistung der Lebensqualität von Arbeitnehmenden in den Fokus. Mit dem Aktionsplan «Vereinbarkeit», den Travail.Suisse am 17. Dezember präsentierte, konnten viele Forderungen aufgenommen und adressiert werden. Die beiden Grundlagenpapiere werden Travail.Suisse weit über die aktuelle Legislatur als Basis dienen – für politische Vorstösse, Kampagnen und Aktionen.

Am 9. August und am 18. Dezember 2018 präsentierte Travail.Suisse gemeinsam mit Syna, transfair und Hotel & Gastro Union erst die Lohnforderun-

2018, les travailleurs et travailleuses n'en n'ont pas vraiment profité une fois de plus. C'est pourquoi, Travail.Suisse, Syna, transfair et Hotel & Gastro Union ont jugé ces négociations salariales comme insuffisantes.

Travail.Suisse a présenté aux médias le 3 septembre avec ses fédérations FPE et Syna le document « Marché de l'électricité en transformation et sous pression. Défis à surmonter et propositions pour les salarié-e-s ». On a demandé en particulier une offensive de formation pour les travailleurs et travailleuses de l'économie électrique ainsi qu'une CCT de branche. Juste une semaine après, le 10 septembre, la nouvelle communauté d'intérêts des proches aidants, sous la conduite de Valérie Borioli Sandoz, responsable de la politique de l'égalité à Travail.Suisse, a présenté ses principales revendications lors d'une conférence de presse.

Un autre point d'orgue de l'année 2018 a eu lieu le 12 octobre avec la présentation du « Baromètre Conditions de travail. » Le projet a pu être réalisé grâce à la Haute école bernoise et Syna. Les résultats représentatifs du Baromètre de l'édition 2018 mettent en évidence les fortes charges de nature psycho-sociale, l'insuffisance de l'encouragement de la formation continue et une mobilité sur le marché du travail en baisse. La flexibilisation unilatérale de la durée du travail est aussi en hausse.

Cette année aussi, Travail.Suisse a participé à des conférences de presse en collaboration avec l'Union syndicale suisse. Une première eut lieu le 4 juin sur le thème du 2^{ème} pilier et une autre le 15 juin qui a vu les deux organisations faïtières syndicales confirmer leur position sur les mesures d'accompagnement comme ligne rouge par rapport à l'accord institutionnel.

En 2018, Travail.Suisse a aussi revu son produit Perspective de la session. Elle sort maintenant avec un design de Travail.Suisse professionnel et est disponible aussi bien en version papier que sous forme interactive PDF. Ce nouveau design a déclenché un grand intérêt auprès des parlementaires et des journalistes. Le service médias est aussi très apprécié. Il a paru 13 fois en 2018 et a fourni aux médias et à divers intéressés des perspectives générales et des prises de position sur l'actualité. Travail.Suisse a aussi pris position par près de 100 communiqués en allemand et en français sur des thèmes actuels et des objets de la politique, de l'économie et de la société. En outre, notre Infomail sur la loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine des hautes écoles (LEHE) renseigne plus spécifiquement les personnes intéressées par ce domaine de la formation.

Jeunesse.Suisse

L'intégration au marché du travail comme point fort

Le Conseil de jeunesse s'est réuni à Fribourg

Jeunesse.Suisse, la commission de jeunesse de Travail.Suisse, a tenu en 2018 son Conseil de jeunesse à Fribourg. Le marché du travail en fut le thème principal, décliné dans différents ateliers en sous-thèmes tels que les stages, les conventions collectives de travail, la discrimination et la formation. On a aussi discuté de l'engagement de l'œuvre d'entraide de Travail.Suisse Brücke • Le pont en faveur de l'intégration au marché du travail des jeunes en Amérique centrale. Le Conseil de jeunesse

a aussi confirmé à l'unanimité la co-présidence de Jeunesse.Suisse composée de Nadine Walker (Syna, *1997) et Roman Helfer (Hotel & Gastro Union, *1993).

Document de position sur les stages en préparation

Jeunesse.Suisse est préoccupée par le fait que l'on abuse souvent des stages pour employer de jeunes salarié-e-s diplômés à des bas salaires. Voilà pourquoi Jeunesse.Suisse s'est penchée en détail sur cette thématique au cours des derniers mois et élabore à ce sujet un

document de position qui doit être adopté et rendu public au printemps 2019.

Non à NO-Billag

Jeunesse.Suisse s'est engagée en 2018 entre autres avec un message vidéo contre l'initiative No-Billag, en participant à la démo pour l'égalité des salaires et au référendum contre les détectives des assurances sociales. Jeunesse.Suisse a aussi soutenu le travail de Travail.Suisse relatif au congé paternité et concernant le document de position sur la politique de l'égalité.

gen für das Jahr 2019 und dann die Resultate der Verhandlungen. Obschon die Schweizer Wirtschaft mitten in einer Boomphase stand und 2018 gegen 3 Prozent gewachsen ist, konnten die Arbeitnehmenden einmal mehr nicht davon profitieren. Auch diese Lohnrunde muss deshalb von Travail.Suisse, Syna, transfair und Hotel & Gastro Union als ungenügend beurteilt werden.

Am 3. September konnte Travail.Suisse gemeinsam mit den angeschlossenen Verbänden VPE und Syna das Papier «Strommarkt im Wandel und unter Druck. Zu meistern Herausforderungen und Vorschläge für die Arbeitnehmenden» den Medien präsentieren. Gefordert wurden insbesondere eine Bildungsoffensive für Arbeitnehmende in der Stromwirtschaft und ein Branchen-GAV. Nur eine Woche später – am 10. September – konnte die neue Interessengemeinschaft Angehörigenbetreuung (IGAB) unter der Geschäftsleitung von Valérie Borioli

Sandoz, Leiterin Gleichstellung bei Travail.Suisse, ihre zentralen Forderungen anlässlich einer Medienkonferenz vorstellen.

Ein weiterer grosser Meilenstein des Jahres 2018 war die Präsentation des «Barometer Gute Arbeit» am 12. Oktober 2018. Das Projekt konnte dank der Berner Fachhochschule und der Syna realisiert werden. Die repräsentativen Ergebnisse des Barometers zeigen in der Ausgabe 2018 grosse psychosoziale Belastungen, mangelnde Förderung der Weiterbildung und abnehmende Arbeitsmarktmobilität. Ausserdem ist eine zunehmende einseitige Flexibilisierung der Arbeitszeiten festzustellen.

Auch dieses Jahr fanden Medienkonferenzen in Zusammenarbeit mit dem Schweizerischen Gewerkschaftsbund SGB statt. Eine erste am 4. Juni zum Thema der Zweiten Säule und eine weitere am 15. Juni, wo die beiden Gewerkschaftsdachverbände ihre Position zu den flankierenden Massnahmen als

rote Linie beim Rahmenabkommen bekräftigten.

Travail.Suisse hat im Jahr 2018 die Sessionsvorschau überarbeitet. Neu kommt sie in professionellem Travail.Suisse-Design daher und ist auf Papier wie auch als interaktives PDF verfügbar. Durch das Neu-Design stösst sie auf grosses Interesse bei Parlamentarierinnen und Parlamentariern wie auch bei den Medienschaffenden. Auch der Medienservice darf sich grosser Beliebtheit erfreuen. Er ist im Berichtsjahr 13mal erschienen und bediente Medien und Interessierte jeweils mit Hintergründen, Positionen oder Statements zum aktuellen Zeitgeschehen. Ausserdem nahm Travail.Suisse mit rund 100 Medienmitteilungen in deutscher und französischer Sprache Stellung zu aktuellen Themen und Geschäften aus Politik, Wirtschaft und Gesellschaft und bediente Interessierte im Bildungsbereich im Rahmen des Info-Mails HFKG mit Informationen zum Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz HFKG.

Jeunesse.Suisse

Schwerpunkt Arbeitsmarktintegration

Jugendrat tagte in Freiburg

Jeunesse.Suisse, die Jugendkommission von Travail.Suisse, führte 2018 ihren Jugendrat in Freiburg durch.

Hauptthema war der Arbeitsmarkt, wobei in Workshops Themen wie Praktika, Gesamtarbeitsverträge, Diskriminierung und Bildung debattiert wurden. Auch der Einsatz des Hilfswerkes von Travail.Suisse – Brücke • Le Pont – zugunsten der Arbeitsmarktintegration von Jugendlichen in Mittelamerika wurde diskutiert. Das Co-Präsidium von Jeunesse.Suisse, bestehend aus Nadine Walker (Syna, *1997) und

Roman Helfer (Hotel & Gastro Union, *1993), wurde vom Jugendrat einstimmig bestätigt.

Positionsdokument zu den Praktika ist in Vorbereitung

Jeunesse.Suisse ist beunruhigt über die Tatsache, dass Praktika oft missbraucht werden, um junge Arbeitnehmende nach abgeschlossener Ausbildung zu Tiefgehältern zu beschäftigen. Jeunesse.Suisse hat sich deshalb in den letzten Monaten vertieft mit der Thematik auseinandergesetzt und ein Positionsdokument

dazu erarbeitet. Dieses soll im Frühjahr 2019 verabschiedet und veröffentlicht werden.

Nein zu No-Billag

2018 engagierte sich Jeunesse.Suisse unter anderem mit einer Videobotschaft gegen die No-Billag-Initiative und beteiligte sich an der Lohngleichheitsdemo und am Referendum gegen die Sozialdetektive. Zudem unterstützte Jeunesse.Suisse die Arbeit von Travail.Suisse in Bezug auf den Vaterschaftsurlaub und das Grundlagenpapier zur Gleichstellungspolitik.

Tentative avortée de réduction de subventions

Une intervention parlementaire a été faite pour que les partis et les organisations politiques ne reçoivent plus de subventions des pouvoirs publics dans le cadre de la Loi fédérale encourageant des activités extrascolaires des enfants et des jeunes (LEEJ). Grâce à un engagement commun d'organisations de jeunesse des plus diverses, le Conseil des Etats a rejeté sèchement cette intervention après que le Conseil national l'eût adopté de justesse.

Projet malheureusement rejeté

Le cadre national des certifications professionnelles (CNC) permet de mieux mettre en évidence les diplômes de formation professionnelle (formation professionnelle initiale, formation professionnelle supérieure) dans l'ensemble du système de la formation professionnelle. Le CNC permet de créer la transparence, en particulier aussi à l'étranger. Il n'est pas encore assez connu. C'est pourquoi Jeunesse Suisse a pris l'initiative et déposé un projet auprès de la Confédération pour faire mieux connaître le CNC. La Confédération a trouvé l'idée intéressante mais a

refusé le projet expliquant que la Confédération veut elle-même... gérer la diffusion du CNC.

SwissSkills: visite commune

Pour la 2^{ème} fois les SwissSkills ont eu lieu à Berne en 2018. Ce grand show de la formation professionnelle donne une image positive de la formation professionnelle, grâce aux excellentes prestations des jeunes aux championnats professionnels. Jeunesse Suisse a saisi l'occasion de ces prouesses pour visiter SwissSkill et observer les jeunes dans leurs activités aux SwissSkills.

Institut de formation pour les travailleurs et travailleuses ARC

« Merci pour l'excellent cours. Cela vaut la peine d'être membre! »

Offre au top pour les membres

Les membres de Syna, transfair, SCIV et Swiss-Persona ont pu aussi en 2018 suivre gratuitement les cours de l'Institut de formation ARC. Etre membre de l'une de ces fédérations syndicales ou associations du personnel permet d'obtenir véritablement une prestation de premier choix.

Développement stratégique d'ARC: ateliers effectués

L'Institut de formation ARC a réalisé en 2018 deux ateliers avec les fédérations membres pour la future stratégie d'ARC. On a identifié les attentes des fédérations membres vis-à-vis d'ARC, de possibles formes de collaboration, les mesures pour améliorer la communication et l'optimisation de l'offre de formation. Il en est résulté

Grand succès

un rapport à partir duquel le Comité a instauré un groupe de travail qui développera une nouvelle vision à l'intention de l'Assemblée des membres. On a réussi en 2018 à augmenter aussi bien le nombre de cours (+7), de participant-e-s (+ 100) et le nombre de jours de cours (+12.5). Nous nous réjouissons en particulier du fait que l'offre de cours connaît un succès croissant en Suisse romande et que nous avons réussi à renouveler les cours pour les représentations des travailleurs dans les entreprises.

Nouvelle façon de faire de la publicité pour les cours d'ARC

ARC a pu convenir avec les deux fédérations membres Syna et transfair de

la manière de faire la publicité pour les cours. Désormais, on distribuera un flyer sur les cours via les magazines de Syna et transfair. Tous les membres recevront désormais assez vite (avant Noël) un aperçu du programme de formation d'ARC. On est déjà impatient de voir si cela se répercutera sur le niveau de participation.

Travail.Suisse Formation: atelier avec des personnes malvoyantes

ARC dirige le secrétariat de Travail.Suisse Formation TSF. Cette organisation dispose d'un mandat de prestation avec le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI avec le but d'améliorer l'accès à la formation continue publique pour les personnes aveugles et malvoyantes. On a élaboré en 2018 une liste de critères

Abschaffung von Subventionen abgewendet

Ein Vorstoss wollte erreichen, dass Parteien und politische Organisationen keine staatlichen Subventionen mehr im Rahmen des Bundesgesetzes über die Förderung der ausserschulischen Arbeit mit Kindern und Jugendlichen (KJFG) erhalten sollen. Dank dem gemeinsamen Engagement der verschiedensten Jugendverbände konnte dieser Vorstoss mit einem klaren Nein des Ständerates gestoppt werden, nachdem der Nationalrat ihm noch knapp zugestimmt hatte.

Projekt leider abgelehnt

Der Nationale Qualifikationsrahmen (NQR) ermöglicht die Einordnung der Abschlüsse der Berufsbildung (berufliche Grundbildung, Höhere Berufsbildung) ins gesamte Bildungssystem. In dem Sinn schafft der NQR Transparenz, insbesondere auch im Ausland. Dieser NQR ist noch wenig bekannt. Jeunesse.Suisse hat daher die Initiative ergriffen und beim Bund ein Projekt eingegeben, um den NQR bekannter zu machen. Die Grundidee ist beim Bund auf Interesse gestossen, aber mit der Begründung abgelehnt worden, dass der Bund

«die Verbreitung des NQR selber ... steuern» möchte.

SwissSkills: Gemeinsamer Besuch

2018 fanden zum zweiten Mal die SwissSkills in Bern statt. Diese grösste Show der Berufsbildung hilft mit, das Image der Berufsbildung dank den exzellenten Leistungen der Jugendlichen an den Berufsmeisterschaften positiv zu prägen. Jeunesse.Suisse nahm dies zum Anlass, die SwissSkills selber zu besuchen und den Jugendlichen bei ihrer Arbeit über die Schultern zu schauen.

Bildungsinstitut für Arbeitnehmende ARC

«Danke für den tollen Kurs. Es lohnt sich, Mitglied zu sein!»

Topangebot für Mitglieder

Die Mitglieder von Syna, transfair, SCIV und SwissPersona hatten auch 2018 die Möglichkeit, die Kurse des Bildungsinstitutes ARC gratis zu besuchen. Das ist eine grossartige Dienstleistung, die durch eine Mitgliedschaft bei einer der genannten Gewerkschaften oder einem der genannten Personalverbände ermöglicht wird.

Strategieentwicklung: Workshops durchgeführt

Das Bildungsinstitut ARC führte 2018 mit den Mitgliedsverbänden zwei Workshops zur zukünftigen Strategie von ARC durch. Eruiert wurden die Erwartungen der Mitgliedsverbände an ARC, mögliche Formen der Zusammenarbeit, Massnahmen zur Verbesserung der Kommunikation und der Optimierung des Bildungsangebots.

Als Ergebnis ist ein Bericht entstanden, auf dessen Grundlage eine vom Vorstand eingesetzte Arbeitsgruppe nun ein neues Leitbild zuhanden der Mitgliederversammlung entwickeln wird.

Kurse fanden Anklang

Sowohl die Anzahl der Kurse (+7) wie auch die Anzahl der Teilnehmenden (+100) und die Anzahl Kurstage (+12.5) konnten im Berichtsjahr erhöht werden. Froh ist ARC vor allem darüber, dass das Angebot auch in der Westschweiz auf immer mehr Zuspruch stösst und ARC auch immer wieder Kurse für Arbeitnehmervertretungen in Firmen durchführen kann.

Neuer Weg zur Bewerbung von ARC-Kursen

ARC konnte mit den beiden Mitgliedsver-

bänden Syna und transfair eine Regelung bezüglich der Werbung für die Kurse vereinbaren. Neu wird der Kurs-Flyer über das Syna- und transfair-Magazin verteilt. Damit erhalten zum ersten Mal alle Mitglieder frühzeitig (vor Weihnachten) eine Übersicht über das Bildungsprogramm von ARC. Man darf gespannt sein, ob sich dies bei den Teilnehmerzahlen niederschlägt.

Travail.Suisse Formation: Workshop mit sehbehinderten Menschen

ARC führt die Geschäftsstelle von Travail.Suisse Formation TSF. Diese Organisation verfügt über eine Leistungsvereinbarung mit dem Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI. Ziel der Leistungsvereinbarung ist es, einen besseren Zugang zur öffentlichen Weiterbildung

à cette fin qui furent discutés avec des personnes aveugles et malvoyantes lors d'un atelier tenu en trois langues par des prestataires de la formation continue publique.

CCT au service de l'intégration

ARC mène chaque année des projets pour encourager la sécurité au travail. La

plateforme d'apprentissage www.arbeitssicherheit-hf.ch est un instrument d'encouragement utilisé par ARC depuis des années. La Suva la soutient financièrement. Pour 2018, on est redevable à la Suva pour sa contribution financière pour la diffusion de l'étude « Encourager l'intégration au marché du travail des personnes handicapées par le biais des conventions collectives de travail ». Ce n'est certes pas un

instrument de prévention immédiat mais cela permet de concevoir les conventions collectives de travail de manière à ce que les entreprises intègrent mieux les collaborateurs/trices après un accident.

Œuvre d'entraide Brücke • Le pont

Une coopération au développement efficace

Programme de développement « Travail décent »

Brücke • Le pont a contribué avec succès à l'amélioration des revenus, des compétences professionnelles et des droits du travail dans

le cadre de ses 30 projets environ en Afrique et en Amérique latine. L'année a été intensive avec le renouvellement de plusieurs coordinations locales. Dans l'intervalle, les nouveaux coordinateurs et coordinatrices qui assurent le suivi sur place des organisations partenaires et des programmes ont pris un bon départ.

Amérique centrale: le Honduras et El Salvador apprennent conjointement

On a renforcé les synergies entre El Salvador et le Honduras en Amérique centrale. La nouvelle coordinatrice pour El Salvador a visité tous les projets du programme régional avec la coordinatrice pour le Honduras depuis longtemps en place. Toutes les deux ont en outre – avec la responsable de programme de la Suisse – révisé

divers mécanismes et échangé sur des questions de sécurité et d'apprentissage de la culture de la paix (Cultura de Paz). Dans les deux pays, les organisations partenaires se sont regroupées en réseau et ont obtenu d'importants changements législatifs en faveur des travailleurs et travailleuses. C'est ainsi que les femmes de El Salvador ne peuvent désormais pas être licenciées pendant une durée de six mois après le congé maternité.

Succès en Amérique du Sud

Un changement réussi de coordination a aussi eu lieu en Bolivie. La coordinatrice est maintenant basée à La Paz pour améliorer la mise en réseau avec d'autres acteurs. Un projet qui a connu un succès particulier est celui intitulé Ch'ama Wayna (à partir de 2019 Fuerza Joven) dans lequel des jeunes s'engagent avec les autorités et des représentant·e·s de leurs communes pour de meilleures conditions de travail et de vie. Le modèle a été étendu à des communes supplémentaires. Au Brésil, on a développé la bourse internet d'offres d'emploi A Ponte et de nombreux

jeunes se sont déjà enregistrés sur la plateforme. De plus, les organisations partenaires au Brésil ont participé à un atelier sur la gestion du savoir. Il en est résulté une publication commune avec les meilleures pratiques.

Nouvelle coordination en Afrique

Un changement de coordination a aussi eu lieu au Togo et au Bénin. Brücke • Le pont a décidé de séparer les tâches techniques des tâches financières. Les deux nouvelles coordinations sont établies à Cotonou au Bénin où il est plus facile de soigner les contacts avec d'autres ONG et la DDC que depuis le Togo où la coordination était basée jusqu'ici. On a aussi standardisé les audits annuels. Toutes les organisations partenaires travaillent maintenant avec les mêmes sociétés de vérification indépendantes.

Politique de développement et sensibilisation en Suisse

La plateforme de la société civile Agenda

für blinde und sehbehinderte Menschen zu schaffen. 2018 wurde eine Kriterienliste zur Verbesserung des Zugangs von blinden und sehbehinderten Menschen zur öffentlichen Weiterbildung erarbeitet, welche an einem dreisprachigen Workshop zusammen mit blinden und sehbehinderten Menschen und Anbietern von öffentlicher Weiterbildung diskutiert wurde.

GAV im Dienst der Eingliederung

ARC führt jedes Jahr Projekte zur Förderung der Arbeitssicherheit durch. Ein Förderinstrument, das

ARC seit Jahren betreibt, ist zum Beispiel die Lernplattform www.arbeitssicherheit-hf.ch. Diese wird von der Suva finanziell unterstützt. Im Berichtsjahr hat die Suva verdankenswerterweise einen Unterstützungsbeitrag für die Verbreitung der Studie «Über Gesamtarbeitsverträge die Integration von Menschen mit Behinderungen in den Arbeitsmarkt fördern» gesprochen. Dies ist zwar kein unmittelbares Präventionsprojekt, hilft aber mit, Gesamtarbeitsverträge so auszugestalten, dass Betriebe Mitarbeitende nach einem Unfall besser wieder eingliedern können.



Die Kurse von ARC finden bei den Mitgliedern viel Anklang.

Les cours d'ARC connaissent un grand succès auprès des membres.

Hilfswerk Brücke • Le pont

Entwicklungszusammenarbeit, die wirkt

Entwicklungsprogramm «Arbeit in Würde»

Brücke • Le pont hat 2018 in ihren rund 30 Projekten in Afrika und Latein-

amerika erfolgreich zur Stärkung von Einkommensförderung, beruflichen Kompetenzen und Arbeitsrechten beigetragen. Es war ein intensives Jahr, in dem mehrere lokale Koordinationen neu besetzt wurden. Die

neuen Koordinatorinnen und Koordinatoren, welche die Programme und Partnerorganisationen vor Ort betreuen, sind inzwischen gut eingearbeitet.

Zentralamerika: Honduras und El Salvador lernen voneinander

In Zentralamerika wurden die Synergien zwischen El Salvador und

Honduras verstärkt. Die neue Koordinatorin für El Salvador hat mit der langjährigen Koordinatorin für Honduras alle Projekte des Regionalprogramms besucht. Die beiden haben zudem – zusammen mit der Programmverantwortlichen aus der Schweiz – diverse Mechanismen überarbeitet und sich über Sicherheitsfragen sowie die Lehrpläne zu Friedenskultur (Cultura de Paz) ausgetauscht. In beiden Ländern

2030 a examiné en juillet comment la Suisse met en œuvre l'Agenda 2030 de l'ONU. Elle a fourni, avec son rapport sur la durabilité de la Suisse et la mise en œuvre de l'Agenda 2030, une alternative critique au rapport superficiel du Conseil fédéral. Brücke • Le pont a participé comme l'une des 40 organisations de la plateforme. L'initiative pour des multinationales responsables, dont fait partie Brücke • Le pont, a gagné en audience en 2018. Le Conseil national a adopté un contre-projet à l'initiative en été ce qui témoigne de la nécessité d'agir. L'initiative elle-même est soutenue par 110 organisations, 60 comités locaux et un comité de l'économie en plein développement.

Brücke • Le pont ne se limite pas à vendre des produits du commerce équitable mais s'engage aussi dans des campagnes pour une consommation équitable et durable. En tant que membre du Swiss Fair Trade et de la campagne Clean Clothes, Brücke • Le pont a participé au «Zukunftforum Ethical Fashion» avec une référence à la situation désolante des travailleuses du textile en Amérique centrale.

Développements institutionnels

L'année 2016 a été marquée par des négociations intensives avec la DDC et d'autres ONG. La nouvelle orientation de la DDC et la restructuration des processus exige que Brücke • Le pont soumette à l'avenir un programme avec d'autres organisations. Cela va mobiliser des ressources aussi en 2019.

La situation financière a été tendue en 2018, ce qui a nécessité de prendre des mesures d'économies. Des réductions budgétaires et des économies dans le personnel ont été effectuées. Les comptes 2018 ont bouclé finalement mieux que ce qui a été craint.

Les collaborateurs et collaboratrices de Brücke • Le pont et le Comité ont adopté une stratégie de fundraising et de communication basée sur la stratégie



2018-2021, le but étant de faire connaître le travail de coopération professionnelle de Brücke • Le pont à un plus large public

Eine Projektteilnehmerin in Togo erwirtschaftet mit hochwertigem traditionellem Palmöl ein besseres Einkommen.

Une participante d'un projet au Togo réalise un meilleur revenu avec l'huile de palme traditionnelle.

haben sich Partnerorganisationen zu Netzwerken zusammengeschlossen und wichtige Gesetzesänderungen zugunsten von Arbeitnehmenden erwirkt. So darf beispielsweise Frauen in El Salvador neu nach dem Mutterschaftsurlaub während sechs Monaten nicht gekündigt werden.

Erfolge in Südamerika

Auch in Bolivien fand ein erfolgreicher Koordinationswechsel statt. Die Koordinatorin ist neu in La Paz angesiedelt, um die Vernetzung mit anderen Akteurinnen und Akteuren zu verbessern. Besonders erfolgreich verlief das Projekt Ch'ama Wayna (ab 2019 Fuerza Joven), in dem sich Jugendliche mit Behörden und Vertreterinnen und Vertretern ihrer Gemeinden für bessere Arbeits- und Lebensbedingungen einsetzen. Das Modell wird auf zusätzliche Gemeinden ausgeweitet. In Brasilien wurde die Internetstellenbörse A Ponte ausgebaut, es haben sich bereits viele Jugendliche für die Plattform registriert. Ausserdem nahmen alle Partnerorganisationen Brasiliens an einem Workshop zu Wissensmanagement teil. Ein Resultat davon ist, dass sie nun gemeinsam eine Publikation mit ihren best practices herausgeben.

Neue Koordination in Afrika

In Togo und Benin gab es ebenfalls einen Koordinationswechsel. Brücke • Le pont beschloss, die technischen und finanziellen Aufgaben zu trennen. Die beiden neuen Koordinationen sind in Cotonou in Benin stationiert, wo sie den Kontakt zu anderen NGOs und zur DEZA besser pflegen können als die bisherige Koordination in Togo. Zudem wurden die jährlichen Audits standardisiert. Alle Partnerorganisationen arbeiten nun mit derselben unabhängigen Prüfungsgesellschaft zusammen.

Entwicklungspolitik und Sensibilisierung in der Schweiz

Im Juli nahm die zivilgesellschaftliche Plattform Agenda 2030 unter die Lupe, wie die Schweiz die UNO-Agenda 2030 umsetzt. Mit dem Bericht «Wie nachhaltig ist die Schweiz? Die Umsetzung der Agenda 2030» lieferte sie eine fundierte und kritische Alternative zum oberflächlichen Bericht des Bundesrats. Brücke • Le pont beteiligt sich als eine von 40 Organisationen bei der Plattform.

Die Konzernverantwortungsinitiative, die Brücke • Le pont mitträgt, hat 2018 an Aufmerksamkeit gewonnen. Im Sommer hat der Nationalrat mit der Verabschiedung eines Gegenvorschlags gezeigt, dass auch er Handlungsbedarf sieht. Die Initiative selbst wird mittlerweile von 110 Organisationen getragen sowie von 60 Lokalkomitees und einem wachsenden Wirtschaftskomitee unterstützt. Sie kommt voraussichtlich 2020 zur Abstimmung.

Brücke • Le pont betreibt nicht nur einen kleinen Fair Trade Shop, sondern engagiert sich auch in Kampagnen für fairen und nachhaltigen Konsum. Als Mitglied von Swiss Fair Trade und der Clean Clothes Campaign nahm Brücke • Le pont im Februar am ersten «Zukunftsforum Ethical Fashion» teil, mit einem Referat zur desolaten Situation der Textilarbeiterinnen in Zentralamerika.

Institutionelle Entwicklungen

Das Jahr 2018 war von intensiven Verhandlungen mit der DEZA und anderen NGOs geprägt. Die Neuausrichtung der DEZA und die Umstrukturierung von Prozessen verlangt, dass Brücke • Le pont zukünftig gemeinsam mit anderen Organisationen ein Programm eingibt. Dies wird auch 2019 Ressourcen in Anspruch nehmen.

Die finanzielle Situation war 2018 angespannt, weshalb Sparmassnahmen getroffen wurden: Es gab Budgetreduktionen und Personaleinsparungen. Der Finanzabschluss 2018 sieht besser aus als ursprünglich befürchtet.

Aufbauend auf der Strategie 2018-2021 haben die Mitarbeitenden und der Vorstand von Brücke • Le pont eine Fundraising- und eine Kommunikationsstrategie verabschiedet, mit dem Ziel, ihre professionelle Entwicklungszusammenarbeit einem breiteren Publikum in der Schweiz zugänglich zu machen.

Représentations de Travail.Suisse dans les commissions et les organisations

Politique du marché du travail

Commission fédérale pour la politique économique
Adrian Wüthrich

Groupe de contact de la Banque nationale suisse BNS
Adrian Wüthrich

Commission tripartite fédérale des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes
Gabriel Fischer, Arno Kerst

Commission fédérale de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage
Gabriel Fischer, Carole Furrer, Beat Schwaller (jusqu'en 2018), Selina Tribbia (dès août 2018)

Commission fédérale du travail
Hélène Agbémégnah, Mathias Regotz

Commission fédérale de conciliation en matière de conflits collectifs de travail
Irene Darwich, René-Pierre Thorimbert

Commission de la statistique fédérale
Valérie Borioli Sandoz

Politique sociale

Commission fédérale de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
Matthias Kuert Killer

Commission fédérale de la prévoyance professionnelle

Matthias Kuert Killer, Bernard Tissières

Caisse supplétive LPP, Conseil de fondation
Urs Masshardt, Adrian Wüthrich

Fondation Fonds de garantie LPP, Conseil de fondation
Matthias Kuert Killer

Conseil de la Suva
Tanja Brülisauer, Arno Kerst, Matthias Kuert Killer, Urs Masshardt, Renato Ricciardi

Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail
Diego Frieden, Simona Pellegrini

Fonds de compensation de l'AVS/AI/APG
Adrian Wüthrich (jusqu'en octobre 2018), Beat Schwaller (dès novembre 2018)

Pro Familia Suisse
Valérie Borioli Sandoz, Matthias Kuert Killer

Politique de l'égalité

Commission fédérale pour les questions féminines
Valérie Borioli Sandoz

Politique des étrangers

Commission fédérale des migrations
Hélène Agbémégnah

Politique de formation

Commission fédérale pour la formation professionnelle Urs Masshardt

Conférence suisse des hautes écoles, comité permanent du monde du travail
Bruno Weber-Gobet

Comité de la Fédération suisse pour la formation continue FSEA
Bruno Weber-Gobet

Comité de la Société suisse pour la recherche appliquée en matière de formation professionnelle SRFP
Bruno Weber-Gobet

Politique extérieure

Commission fédérale consultative du Point de contact national pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
Denis Torche

Commission tripartite pour les affaires de l'OIT
Hélène Agbémégnah

Commission d'experts douaniers
Therese Schmid

Comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats CES
Denis Torche, Adrian Wüthrich

Comité exécutif AELE
Gabriel Fischer, Kurt Regotz

Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen (Stand 31. Dezember 2018)

Arbeitsmarktpolitik

Eidgenössische Kommission für Wirtschaftspolitik
Adrian Wüthrich

Kontaktgruppe Schweizerische Nationalbank SNB
Adrian Wüthrich

Eidgenössische tripartite Kommission Begleitmassnahmen Personenfreizügigkeit
Gabriel Fischer, Arno Kerst

Aufsichtskommission für den Ausgleichsfonds der Arbeitslosenversicherung
Gabriel Fischer, Carole Furrer, Beat Schwaller (bis Juli 2018), Selina Tribbia (ab August 2018)

Eidgenössische Arbeitskommission
Hélène Agbémégna, Mathias Regotz

Eidgenössische Einigungsstelle zur Beilegung von kollektiven Arbeitsstreitigkeiten
Irene Darwich, René-Pierre Thorimbert

Eidgenössische Kommission für Bundesstatistik
Valérie Borioli Sandoz

Sozialpolitik

Eidgenössische Kommission für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung
Matthias Kuert Killer

Eidgenössische Kommission für die berufliche Vorsorge
Matthias Kuert Killer, Bernard Tissières

Auffangeinrichtung BVG, Stiftungsrat
Urs Masshardt, Adrian Wüthrich

Sicherheitsfonds BVG, Stiftungsrat
Matthias Kuert Killer

Suva-Rat
Tanja Brülisauer, Arno Kerst, Matthias Kuert Killer, Urs Masshardt, Renato Ricciardi

Eidgenössische Kommission für Arbeitssicherheit
Diego Frieden, Simona Pellegrini

Verwaltungsrat des Ausgleichsfonds AHV/IV/EO
Adrian Wüthrich (bis Oktober 2018), Beat Schwaller (ab November 2018)

Pro Familia Schweiz
Valérie Borioli Sandoz, Matthias Kuert Killer

Gleichstellungspolitik

Eidgenössische Kommission für Frauenfragen
Valérie Borioli Sandoz

Migrationspolitik

Eidgenössische Migrationskommission
Hélène Agbémégna

Bildungspolitik

Eidgenössische Berufsbildungskommission
Urs Masshardt

Schweizerische Hochschulkonferenz, Ausschuss Arbeitswelt
Bruno Weber-Gobet

Vorstand Schweizerischer Verband für Weiterbildung SVEB
Bruno Weber-Gobet

Vorstand Schweizerische Gesellschaft für angewandte Berufsbildungsforschung SGAB
Bruno Weber-Gobet

Aussenpolitik

Eidg. Kommission zur Beratung des Nationalen Kontaktpunktes für die OECD-Leitsätze für multinationale Unternehmen
Denis Torche

Tripartite Kommission für Angelegenheiten der IAO
Hélène Agbémégna

Zollexpertenkommission
Therese Schmid

Exekutivausschuss des Europäischen Gewerkschaftsbundes EGB
Denis Torche, Adrian Wüthrich

EFTA-Konsultativausschuss
Gabriel Fischer, Kurt Regotz

Effectif des membres des organisations affiliées

Etat des membres le 1^{er} janvier 2018

Syna	59 506
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	41 575
Hotel & Gastro Union	18 572
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	11 532
transfair	11 453
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	1 631
Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH	1 065
Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie électrique FPE	1 006
Employés Droguistes Suisse	168
Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois-e-s en Suisse VUCAS	52
Total	146 560

Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen

Mitgliederbestand per 1. Januar 2018

Syna	59506
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	41575
Hotel & Gastro Union	18572
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	11532
transfair	11453
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	1631
Verband der Fachhochschuldozierenden Schweiz FH-CH	1065
Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE	1006
Angestellte Drogisten Suisse	168
Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS	52
Total	146560

Adresses

Secrétariat central

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, case postale, 3001 Berne
tél. 031/370.21.11
e-mail : info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Organisations affiliées

Syna

Römerstrasse 7, case postale, 4601 Olten
tél. 044/279.71.71
e-mail : info@syna.ch
www.syna.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano
tél. 091/921.15.51
e-mail : segretariato.cantonale@ocst.ch
www.ocst.ch

Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,
case postale 3027, 6002 Lucerne
tél. 041/418.22.22
e-mail : info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, case postale, 3000 Berne 14
tél. 031/370.21.21
e-mail : info@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Place du Midi 24
1950 Sion
tél. 027/327.34.56
e-mail : info@sciv.ch
www.sciv.ch

Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Brown Boveri Platz 3b, 5400 Baden
Tel. 058/589.37.17
e-mail : pasqua-de-masi@avabb.ch
www.avabb.ch

Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH

c/o Denise Martin, secrétaire générale,
Hofmatt 42, 5112 Thalheim
tél. 056/443.06.03
e-mail : denise.martin@fh-ch.ch
www.fh-ch.ch

Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie électrique FPE

3000 Berne
tél. 0844/373.373 (4 cent./min)
e-mail : info@vpe.ch
www.vpe.ch

Employés Droguistes Suisse

Gerbergasse 26, case postale 644, 4001 Bâle
tél. 061/261.45.45
e-mail : info@drogisten.org
www.drogisten.org

Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois-e-es en Suisse VUCAS

case postale 2408, 8021 Zurich 1

Adressen

Geschäftsstelle

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031/370.21.11
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Mitgliedsorganisationen

Syna

Römerstrasse 7, Postfach, 4601 Olten
Tel. 044/279.71.71
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano
Tel. 091/921.15.51
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.ch
www.ocst.ch

Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,
Postfach 3027, 6002 Luzern
Tel. 041/418.22.22
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, Postfach, 3000 Bern 14
Tel. 031/370.21.21
e-mail: info@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Place du Midi 24
1950 Sion
Tel. 027/327.34.56
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Brown Boveri Platz 3b, 5400 Baden
Tel. 058/589.37.17
e-mail: pasqua.de-masi@avabb.ch
www.avabb.ch

Verband der Fachhochschuldozierenden Schweiz FH-CH

c/o Denise Martin, Geschäftsleiterin,
Hofmatt 42, 5112 Thalheim
Tel. 056/443.06.03
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch
www.fh-ch.ch

Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE

3003 Bern
Tel. 0844/873.873 (4 Rp./Min.)
e-mail: info@vpe.ch
www.vpe.ch

Angestellte Drogisten Suisse

Gerbergasse 26, Postfach 644, 4001 Basel
Tel. 061/261.45.45
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS

Postfach 2408, 8021 Zürich 1

Travail.Suisse

Hopfenweg 21
PF/CP
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch